

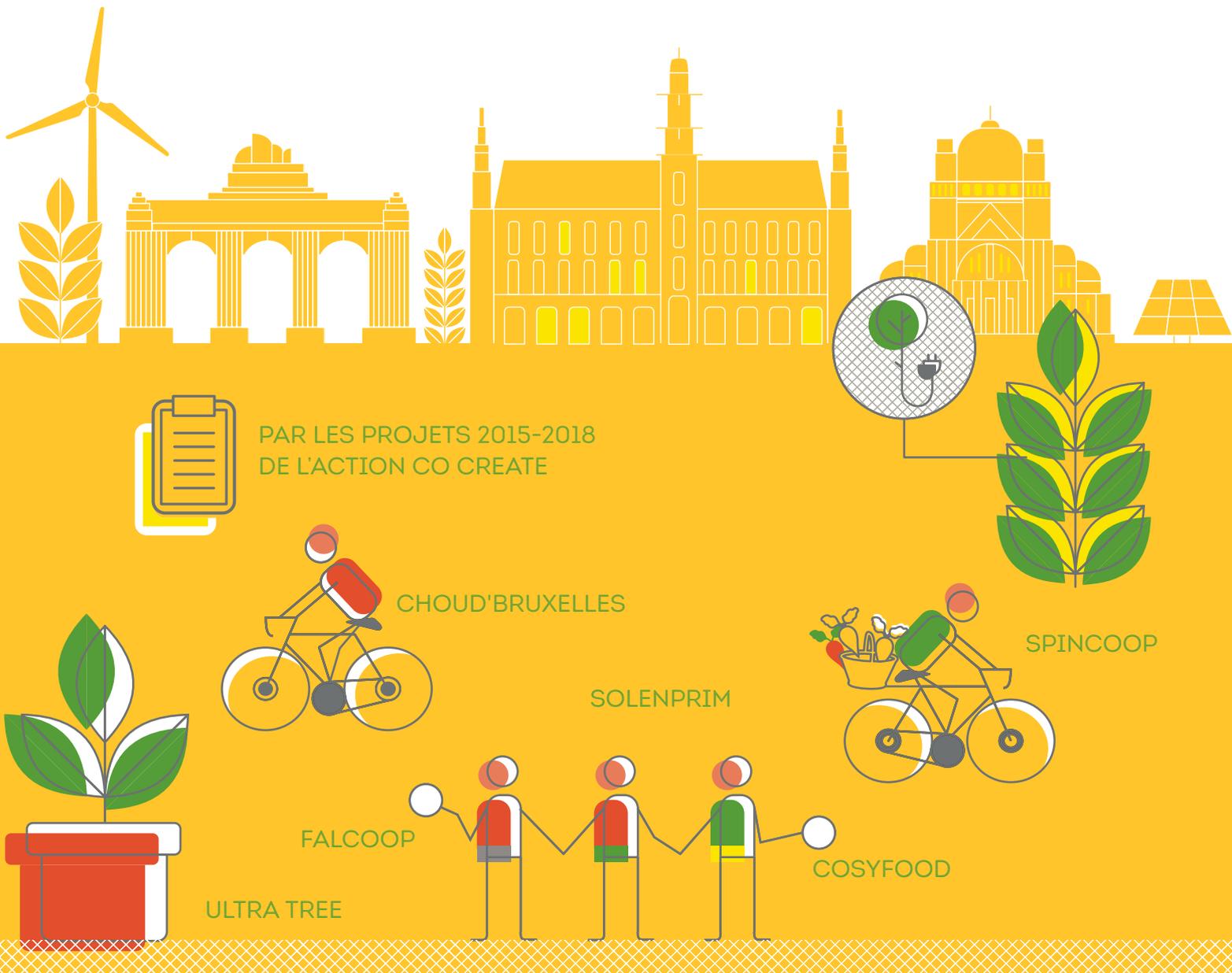
MANGER JUSTE ET DURABLE EN RÉGION BRUXELLES-CAPITALE

11

PROPOSITIONS

ISSUES DU **FORUM CO-CREATE**

22-23-24 OCTOBRE 2018



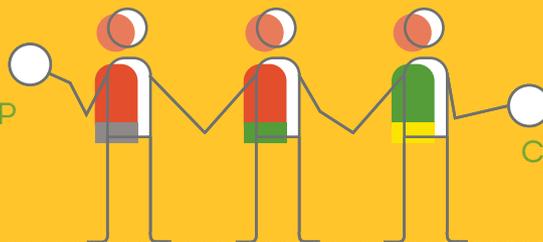
PAR LES PROJETS 2015-2018  
DE L'ACTION CO CREATE



CHOU'D BRUXELLES



SPINCOOP



SOLENPRIM

FALCOOP

COSYFOOD

ULTRA TREE

Publication coordonnée par le Centre d'Appui de l'Action Co Create,  
avec la contribution de Stéphanie Dévlésaver (Conseil Bruxellois de Coordination Sociopolitique ASBL)  
et le soutien financier d'Innoviris.

CENTRE D'APPUI  
DE L'ACTION CO-CREATE

innoviris.brussels  
empowering research

# SOMMAIRE

Systèmes alimentaires justes et durables :

➤ Co-créer, essayer, décloisonner .....	4
➤ Les projets (2015-2018) de l'action Co Create .....	6
➤ Processus de co création .....	12
➤ Mise en débat : partager, bonifier, bousculer les résultats de recherche.....	14
➤ Les 11 propositions	
1 Soutenir et faciliter la transition digitale des acteurs du circuit court .....	24
2 Soutenir l'amélioration de la logistique pour approvisionner en circuit court la Région Bruxelles-Capitale .....	27
3 Favoriser le travail social communautaire pour concrétiser le droit à l'alimentation .....	30
4 Créer un programme d'actions pour mobiliser de façon pérenne les terres publiques et privées pour l'agriculture professionnelle .....	33
5 Reconnaître et valoriser la multifonctionnalité des espaces de maraîchage professionnel urbains .....	37
6 Structurer l'accompagnement spécifique au maraîchage en pleine terre .....	40
7 Régulariser la main d'œuvre sollicitée par les maraîchers .....	44
8 Soutenir la création de collectifs locaux sur la transition alimentaire au niveau des quartiers .....	48
9 Créer des conseils consultatifs locaux de politique alimentaire .....	51
10 Créer une fédération des filières de distribution alimentaires alternatives et durables .....	55
11 Mettre en place un service politique transversal de l'alimentation capable de mobiliser les différentes compétences concernées, au niveau régional .....	59
➤ Résultats et outils des projets Co Create 2015-2018 .....	60
➤ Les participants aux journées de 22 et 23 octobre 2018 .....	62
➤ Remerciements .....	65





# SYSTÈMES ALIMENTAIRES JUSTES ET DURABLES : CO-CRÉER, ESSAIMER, DÉCLOISONNER

TEXTE DE STÉPHANIE DEVLÉSAVER



En 2015, Innoviris a inauguré l'action Co-Create avec 6 projets autour d'un défi commun : imaginer des systèmes alimentaires plus justes et durables en Région bruxelloise. Cette action propose à des personnes issues de différents horizons, concernées par les défis de leur ville, de s'engager dans des projets de recherche-action participative pour une durée de 3 ans. Les 22, 23 et 24 octobre 2018, Co-Create organisait un Forum de clôture des projets 2015-2018. Deux jours de tables-rondes entre personnes d'horizons divers - acteurs de terrain, chercheurs, ... - pour mettre en débat les résultats, suivis d'une journée publique de présentation des propositions issues de ces débats-discussions. Objectifs : témoigner de l'expérience en co-création, valoriser les résultats de recherche, porter collectivement certains messages. Essaimer. Voilà aussi la raison d'exister de cette publication. Pour que d'autres s'emparent de ces pistes et outils, les étoffent, les mettent à l'épreuve, les transmettent, à leur tour.







# LES PROJETS (2015-2018) DE L'ACTION CO CREATE

## CHOU'DBRUXELLES

### QUESTION DE RECHERCHE

Est-il possible de mettre en place une solution logistique collaborative qui soit durable et économiquement viable pour la distribution de produits locaux dans et vers la Région de Bruxelles-Capitale?

Le projet CHOU'DBruxelles a pour objectif de proposer des solutions logistiques innovantes permettant de répondre aux problèmes caractéristiques de la distribution en circuit court : coûts de logistique élevés, charges logistiques et administratives lourdes pour les producteurs locaux et faible accessibilité des produits locaux pour tous les bruxellois. Plus spécifiquement, le projet veut mettre en avant les solutions logistiques collaboratives entre ces acteurs.

Toutefois, les recherches ainsi que les différentes expériences sur la collaboration logistique ont montré qu'un des facteurs clés du succès est la disponibilité d'un système fiable et efficace permettant aux acteurs d'échanger les informations. C'est pourquoi, les acteurs ont choisi de mettre en place une plateforme informatique (e-CHOU'DBruxelles). D'autres sujets sont aussi évoqués lors de cette recherche. Il s'agit notamment de la mesure de la performance logistique, du flou juridique au niveau des normes et réglementations dans le secteur de l'alimentation durable, de l'importance des liens sociaux entre les producteurs et les consommateurs et enfin, de la transition numérique des acteurs de l'alimentation durable.

## COSYFOOD

### QUESTION DE RECHERCHE

Comment définir les systèmes alimentaires durables [SAA] et comment les améliorer grâce à des pratiques et des outils spécifiques?

Le magasin Färm, le réseau des GASAP [groupe d'achats solidaires de l'agriculture paysanne] et la Ruche qui dit oui [Forest] se sont associés à l'Institut de Gestion de l'Environnement et d'Aménagement du Territoire de l'ULB afin d'analyser la durabilité de ces trois systèmes alimentaires alternatifs.

L'objectif est d'affiner la connaissance des pratiques en termes de durabilité et si possible de les améliorer. Il s'agit également de comprendre l'impact qu'ils ont sur les acteurs avec qui ils collaborent [notamment les producteurs] et de faire ainsi émerger des pistes de soutien efficaces. Les différents acteurs du projet sont considérés comme des co-chercheurs.

Le projet de recherche souhaite soutenir les alternatives alimentaires dans le changement qu'elles désirent porter dans la société. Dans ce but, les co-chercheurs visent à créer un outil d'évaluation de durabilité adapté aux circuits de distribution alternatifs. L'évaluation de durabilité est construite par les partenaires du projet : les consommateurs, les producteurs, les grossistes et les personnes impliquées dans chacun des systèmes partenaires. Les résultats doivent être avant tout utiles aux circuits alternatifs et au service des acteurs qui les composent. Il peut s'agir de sensibiliser les consommateurs et les acteurs publics, d'initier des apprentissages utiles aux producteurs, transformateurs et acteurs économiques qui interviennent dans ces systèmes. Chaque partenaire du projet développe, à partir de ce travail commun, des outils spécifiques utiles à son action quotidienne.





## FALCOOP

### QUESTION DE RECHERCHE

Quelles sont les conditions pour que les innovations sociales portées par le supermarché coopératif BEES coop contribuent à rendre l'alimentation durable accessible à tous?

Face au constat que la multiplication des circuits de distribution, y compris alternatifs [magasins biologiques, groupements d'achats, etc.], creusent la fracture sociale alimentaire, la recherche-action participative Falcoop a pour objectif de contribuer à l'implantation locale du supermarché coopératif BEES coop, conçu autour de cinq valeurs : durabilité de l'offre, solidarité avec tous les mangeurs, participation au fonctionnement du magasin, transparence et coopération sur l'organisation et la gestion.

Le supermarché coopératif BEES coop s'est délibérément installé dans un quartier du Nord de Bruxelles marqué par un niveau d'emploi élevé, des revenus faibles et un multiculturalisme important dans l'objectif de rendre l'alimentation durable accessible à tous. La recherche participative Falcoop analyse et renforce la capacité de cette alternative alimentaire innovante à promouvoir ses valeurs de solidarité et d'accessibilité.

Falcoop travaille en collaboration avec une dizaine d'organisations « relais » dans le quartier : Bouillon de Cultures asbl, Eyad – Maison de la Turquie asbl, Maison des Femmes asbl, CPAS de Schaerbeek, Mission locale de Schaerbeek, Maison médicale Neptune, Maison médicale Médecine pour le peuple Schaerbeek, Centre scolaire des Dames de Marie, Maison de la Famille, Gaffi asbl et Amis d'Aladdin asbl.

Des cycles d'activités sur l'alimentation sont ainsi organisés avec des habitants du quartier.

## SOLENPRIM

### QUESTION DE RECHERCHE

En quoi et comment des dispositifs innovants, associant le secteur de l'aide alimentaire à la transition vers un système alimentaire durable, sont-ils susceptibles d'accroître durablement la liberté de choix et le champ des usages alimentaires des publics défavorisés ?

Les organisations du partenariat Solenprim – Solidarité en primeur(s) – souhaitent collaborer à la création, au développement et à l'évaluation d'initiatives pilotes, permettant

>> du côté des publics les plus précaires :

- | d'accéder durablement à une alimentation diversifiée de qualité,
- | d'élargir les possibilités de choix en matière d'alimentation,
- | de se connecter à des systèmes alimentaires qui promeuvent de nouvelles formes de solidarités, de coopérations et d'échanges.

>> Et du côté de l'approvisionnement, aux organismes d'aide alimentaire :

- | d'accroître leurs capacités de récolte de produits de qualité en particulier de produits frais (légumes et fruits)
- | et de s'associer davantage à la transition vers des systèmes d'alimentation durable.

>> Le projet s'est déroulé en trois phases :

- | Diagnostic : identifier les freins que rencontrent les personnes précarisées pour bien se nourrir, et ceux que rencontrent les organisations d'aide alimentaire pour s'approvisionner en denrées de qualité.
- | Prospective : élaborer des scénarios de projets permettant de lever ces freins.
- | Implémentation : mettre en œuvre les projets au niveau local, en co-création avec les équipes des organisations et leurs publics bénéficiaires.



PROJET SPINCOOP



## SPINCOOP

### QUESTION DE RECHERCHE

Quels sont les facteurs qui influencent et déterminent la viabilité (agroécologique) du modèle SPIN Farming tel qu'adapté par Cycle Farm au contexte de la Région de Bruxelles-Capitale?

Le projet SPIN-Coop, rassemblant maraîchers, consultant et chercheurs, vise à démontrer la viabilité et faciliter la réappropriation d'un modèle de maraîchage urbain et coopératif. L'objectif tangible auquel voulait aboutir le projet, au terme de trois ans de co-création, était une objectivation des conditions de viabilité, de résilience et de création d'emplois [avec des salaires et des horaires normaux] de la méthode du SPIN Farming appliquée au contexte bruxellois, et ce, sur base d'un cas pratique en conditions réelles : la coopérative de maraîchers Cycle Farm.

Le SPIN Farming [pour Small Plot Intensive Farming soit Maraîchage intensif sur petites surfaces], développé aux États-Unis et au Canada et appliqué entre autres par Curtis Stone, propose un modèle d'exploitation en micro- agriculture urbaine. Il a entre autres pour particularités une distribution ultra-locale [principalement auprès de restaurants locaux], une forte rationalisation à chaque étape de production et la spécialisation de la production à quelques légumes à haute valeur ajoutée.

Le projet SPIN, via son living lab, Cycle Farm, fait l'hypothèse innovante qu'il est possible de cultiver sur de plus petites surfaces – à partir de 5 ares –, et de collectionner celles-ci jusqu'à obtenir un tissu interconnecté assez conséquent que pour constituer une micro-ferme viable (économiquement, socialement, environnementalement) dans une démarche « agro-écologique », c'est-à-dire avec un recours minimal aux énergies fossiles et une inclusion la plus grande possible, rendant ainsi au travail humain sa place, sa valeur et sa fonction productive dans l'alimentation. Les partenaires du projet répondront ensemble à cette question.

## ULTRA TREE

### QUESTION DE RECHERCHE

Comment soutenir efficacement l'installation de projets de maraîchage péri-urbain, sur des petites surfaces, pour satisfaire la demande bruxelloise en fruits et légumes de manière durable?

Le projet a pour ambition d'éprouver, avec les acteurs de terrain, la viabilité économique, sociale, environnementale de projets de maraîchage péri-urbain sur petites surfaces en phase de lancement. Cette démarche nous permet de proposer in fine divers outils et méthodes d'accompagnement pour ce type de projet et de pointer les éléments dont il est nécessaire de tenir en compte pour assurer la répliquabilité de ce type de projets sur le territoire de la région bruxelloise. Une particularité de notre méthodologie de recherche est la mise en place de dispositifs concrets qui permettent d'alimenter le processus de recherche tout en offrant un service pratique et direct pour les maraîchers suivis dans le cadre de ce projet.

Nous faisons cela en leur offrant diverses occasions de porter un regard global sur leur activité en phase de lancement. Deux plateformes accueillent l'expérimentation en cours :

- | La plate-forme du Champ- à-Mailles [CHAM] : modèle agricole diversifié selon des « techniques bio- intensives » intégré dans le cadre d'un projet plus large de sensibilisation et éducation à l'alimentation durable.
- | La plate-forme Espace Test Agricole [ETA] : destinée à un public de maraîchers déjà formés cherchant à s'installer professionnellement et souhaitant tester leurs activités agricoles pendant 2 ans sur une parcelle individuelle en bénéficiant d'un accompagnement technique, économique et organisationnel afin de développer des modèles économiques viables.





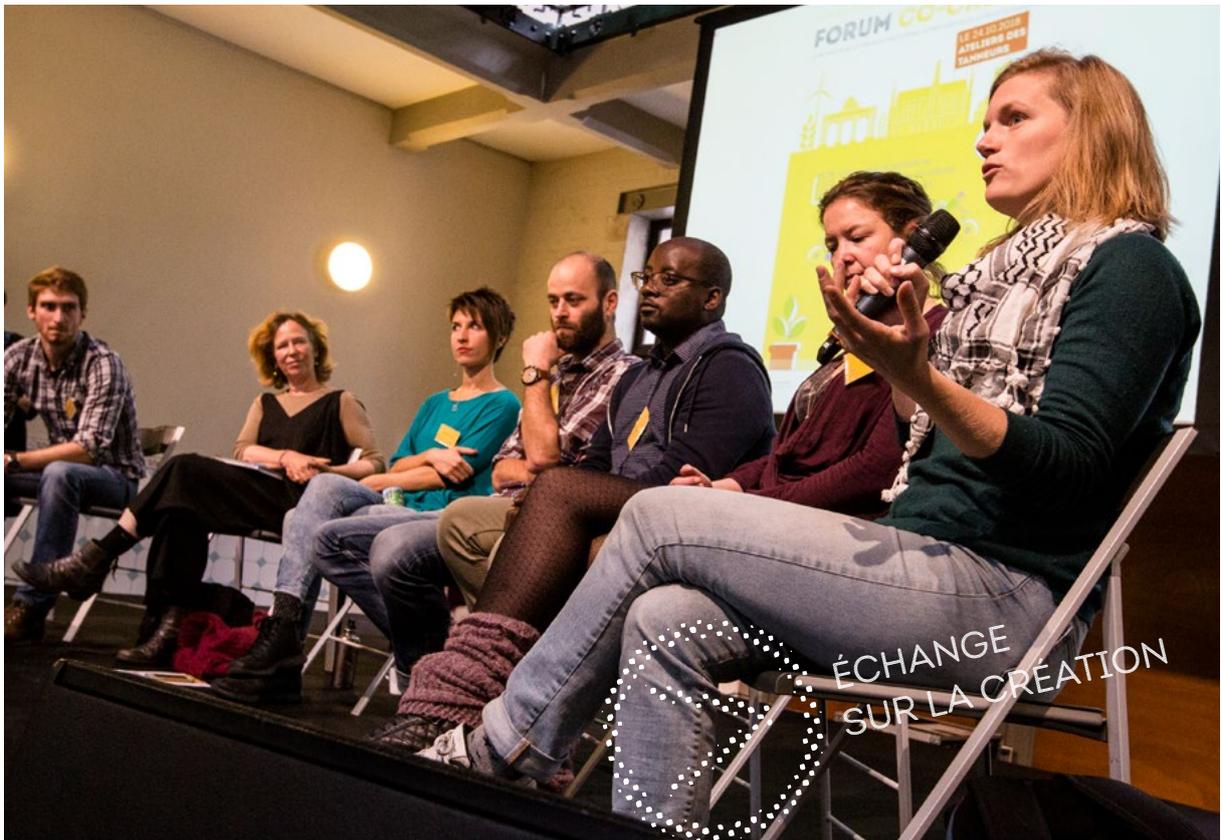
## PROCESSUS DE CO-CRÉATION : OSER PENSER UNE TOUT AUTRE VILLE

Mais en quoi consiste exactement la **co-création**? «Dans un premier temps, c'est reconnaître la **multiplicité des savoirs et des acteurs** (chercheurs, usagers, maraîchers, bénévoles professionnels, ...)», explique Xavier Hulhoven, d'Innoviris, «pouvoir intégrer et croiser des savoirs d'autres horizons que le sien». Il s'agit ensuite de produire de **nouveaux savoirs**: «mettre cette créativité collective au service de l'imaginaire, oser penser une tout autre ville pour l'ancrer, au final, dans la réalité. »

Avant de proposer une autre méthode de recherche, c'est donc une manière de proposer une ville résiliente, «une résilience urbaine». Si l'initiateur de l'action est le premier à reconnaître l'existence de la co-création, il reste convaincu que c'est de cette manière qu'il est possible d'aborder le réel dans sa complexité, de résoudre certains problèmes complexes ... Les différents porteurs de projet témoignent: «animer des réunions avec autant de personnes, de milieux, de langages, de manières de travailler différents, c'est un vrai défi!». D'autres confient avoir ressenti le besoin de s'outiller en intelligences collectives pour garantir des espaces de parole sécurisés, à l'écoute de tous». La difficulté est, très souvent, de ne pas aboutir là où on veut aller, de prendre plus de temps qu'initialement prévu. Quelques conseils-clés: **lâcher le contrôle, prendre le temps, être flexible, se faire confiance les uns les autres**: «la première année du projet a consisté essentiellement à accorder nos violons»; «le diagnostic prévu initialement en une séance est devenu un processus d'une année»; «Il nous a fallu un an pour comprendre les moments de disponibilité des uns et des autres, s'adapter aux conditions de travail de chacun». Et puis, «ne pas essayer d'éviter les conflits, mais les traverser!». Très souvent, le projet est compris de différentes manières par les différents acteurs. D'où, l'importance de démêler, de mettre à plat pour être plus efficace par la suite.

Toutes les questions sont loin d'être dénouées pour autant: faut-il rémunérer toutes les parties prenantes au projet? Comment éviter un sentiment de subordination entre travailleurs sociaux et personnes en situation de précarité (émargeant du CPAS, primo arrivants, ...)? «La participation peut être vécue comme une charge pour des gens qui vivent des situations d'urgence», rappelle l'un des projets, «la relation a tendance à rester asymétrique quand certains sont dans des conditions beaucoup plus difficiles que d'autres». Pour Innoviris, le but n'est pas que tout le monde ait une posture de chercheur mais bien que chacun contribue au processus de recherche avec ses spécificités/expertises propres. Xavier Hulhoven reconnaît cependant que le terme «chercheur» pose déjà question en soi: «comment institutionnaliser une fonction de chercheur, une fonction de co-créateur qui ne soit pas uniquement académique? ... Changer les visions, les mots reste difficile.

Bref, la co-création demande beaucoup de souplesse, de capacité à rebondir, ouvre sans arrêt à de nouvelles questions. Mais au-delà de toutes ces difficultés, il semblerait que ce soit un «processus infiniment transformateur» qui fait plutôt unanimité. «On est questionné tout le temps dans nos postures, nos rôles, ... On doit pouvoir être transformés par le processus», résume l'un des porteurs de projet. Par exemple, en tant que chercheur, il est question de sortir des manières classiques de faire de la recherche et de mettre en place des processus qui permettent la participation; en tant que travailleur social ou citoyen, il s'agit de contribuer activement à l'élaboration des questions et du dispositif de recherche. Il revient donc à chacun de faire bouger les lignes pour permettre de travailler ensemble.





## MISE EN DÉBAT : PARTAGER, BOUSCULER, BONIFIER LES RÉSULTATS DE RECHERCHE

Nous voilà fixé sur le processus. Il est temps d'aller voir du côté des propositions d'amélioration à co-créer à partir des résultats de recherche des 6 projets. Arrivés en fin de parcours, les projets ont souhaité, à partir de leurs résultats de recherche, émettre des propositions pour l'amélioration des systèmes alimentaires justes et durables en Région Bruxelles Capitale. Pour ce faire, l'idée a germé de rassembler des acteurs des systèmes alimentaires bruxellois pour aider les projets dans cette tâche.

Le rendez-vous est donné, rue des Anciens Etangs à Forest, un matin d'octobre. Plusieurs espaces de travail, un petit coin de jardin en intérieur d'îlot, quelques poules, quelques fruits de saison, ... Comme un clin d'oeil, au vu des thèmes abordés durant ces 2 jours : alimentation durable, maraîchage pleine terre, légumes de qualité pour tous, ... Pour l'occasion, les projets se sont répartis en binômes. Pour le duo « Solenprim » et « Falcoop, il est question de lever des barrières : «les initiatives en alimentation durable ne facilitent pas l'accès à une alimentation de qualité pour tous. Comment faire pour ouvrir cet accès à des personnes fragilisées d'un point de vue économique, social, ...?». Du côté de « Cosy Food » et « Choud'Bruxelles », il est question de valeurs et critères pour évaluer l'alimentation durable ; de transport et de transition digitale pour en faciliter son approvisionnement. Enfin, le binôme « Spin

Coop » et « Ultra Tree » se penche sur les conditions de maraîchage à Bruxelles : réinterroger le contexte politico-légal et administratif de la Région de Bruxelles-Capitale, repenser l'accompagnement des maraîchers, faciliter l'accès à la terre et prendre en compte les différents services que les espaces de maraîchage peuvent rendre à la société, au-delà de la production.

Répartis en sous-groupes de discussion, l'ensemble des invités participants - (venant d'horizon divers, choisis par les différents projets pour leur expertise sur la question), vont partir de ces questionnements, des enjeux, des doutes, des inconnues qu'ils soulèvent. « Le concept d'alimentation durable doit-il vraiment embarquer tout le monde ? », « Le secteur de l'agro-industrie ne devrait-il pas faire partie du débat ? », « Pourquoi continuer avec ce concept impossible de durabilité et ne pas plutôt parler de résilience ? » ... Chaque invité, à partir de ses propres lunettes, exprime ses idées, ses critiques, ses amendements. C'est au fond la gageure de ces 2 jours : en tant que partie prenante de telle ou telle recherche, pouvoir se réinterroger, bousculer ses certitudes, se laisser surprendre par de nouvelles inspirations. En d'autres mots, comment transmettre un travail de 3 ans de co-création tout en mettant en réflexion d'autres personnes ? Comment réinterroger la question des systèmes alimentaires justes et durables tous ensemble ? ...

## «CASSER LES MURS» ENTRE PRODUCTEURS ET MANGEURS

Très vite, les expertises du côté du maraîchage professionnel et du côté de l'accompagnement social se croisent et se répondent : «**ne faudrait-il pas reconnecter la précarité du mangeur et celle du producteur ?**», renvoie une participante, «**relier la question de l'alimentation à la production en permettant la rencontre avec les maraîchers ?**». En effet, les maraîchers ou NiMAculteurs (personnes non issues du milieu agricole) se confrontent eux-mêmes à une réalité précaire. « Souvent installés sur de très petites surfaces, la production en maraîchage urbain est

généralement insuffisante pour permettre aux maraîchers d'en vivre exclusivement. Et pourtant, au-delà de la production elle-même, les autres services rendus sont tout aussi utiles d'un point de vue sociétal ». C'est ce que relève une des participantes : « dans le cadre de notre projet Falcoop, les visites de ferme avec des populations issues de l'immigration ont constitué des moments forts. Ils ont permis de comprendre certains enjeux-clés : comment fixe-t-on les prix ? c'est quoi un produit bio ? Quelle est la situation vécue par le producteur ? ... ». Si la plus-value



d'une telle démarche d'ouverture et d'échanges est confirmée, porter la double casquette de «maraîcher-animateur» n'est pas simple. De plus, «la tendance est de soutenir ces projets [hybrides] pour une durée très limitée (1 à 3 ans), en insistant avant tout sur la performance économique à atteindre - majoritairement assimilée au revenu généré par la production - sans réelle reconnaissance et/ou valorisation de la plus-value créée sur le plan social ou environnemental». (voir proposition n°5)

Or **l'agriculture urbaine n'offre pas que des légumes, mais aussi du lien social!**, défend le binôme. À titre d'exemple, il raconte l'histoire de ce projet qui alliait maraîchage et public en alphabétisation : «jugé économiquement non viable (autonomie financière plus lente à acquérir), l'expérience s'est arrêtée... On segmente production et maillage social là où il y a une potentialité d'intégration énorme», regrettent les porteurs de projet. D'où, leur proposition n°5 qui consiste à «reconnaître et valoriser la multifonctionnalité

**des espaces de maraîchage professionnel urbains**». Il s'agit de «faire reconnaître la nécessité, la pertinence et l'utilité du caractère multifonctionnel d'espaces de production professionnels urbains agro-écologiques. Et ce, à la fois **par les professionnels des secteurs socioculturels, de la santé, de l'éducation...** car il existe là un réel potentiel de collaboration et d'utilisation pratique de ces lieux de production en pleine terre, de moins en moins accessibles par les citoyens; mais aussi **par les citoyens** pour que ceux-ci soutiennent une dynamique de développement de projets de production en pleine terre en ville en prenant conscience de leurs nombreux impacts positifs; et enfin, **par les acteurs de financements et les décideurs**». Un participant met cependant le doigt sur un écueil dans lequel ne pas tomber : veiller à conserver un véritable équilibre entre être au service de la production et être au service d'autres projets. Afin de ne pas perdre de vue le sens du métier d'agriculteur en réduisant la dimension « production » à peau de chagrin.

## LE TRAVAILLEUR COMMUNAUTAIRE : MISE EN LIEN ET POUVOIR D'AGIR

Voilà pour le versant «production». Et du côté du travail social : quelles sont les pistes pour favoriser cette rencontre ? **Quel est le rôle du travailleur social : facilitateur ? Acteur de changement ? ...** «La cohésion sociale ne doit pas se limiter à la question du vivre-ensemble, mais doit aussi travailler les questions d'alimentation comme droit fondamental, tisser des ponts, créer du sens, redonner de la puissance d'agir et de vie aux gens!», insiste un participant. «Posons la question du bien manger à tous et pas uniquement comme une injonction à destination des plus pauvres!» Evitons que le concept de l'alimentation durable ne soit réduit à une norme - de type «il faut manger local, de saison, bio» - qui surresponsabilise certains individus dans le cadre de politiques peu inclusives. La stratégie Good Food à Bruxelles, essentiellement environnementale, contribuerait à la construction de cette norme ...

On évoque aussi la nécessité d'avoir des personnes de référence ou des personnes res-

sources autour de ce type de projets disséminés dans la ville ... **Il y a encore beaucoup de chemin à parcourir, de pistes à expérimenter pour élargir l'accès à l'alimentation durable à tous. Surtout quand la préoccupation de certaines personnes est d'avoir à manger tout court, de réussir à faire manger toute une famille avec parfois, 2 à 3 euros en poche, parfois rien.** «Le détricotage des protections sociales entraîne une précarisation des droits fondamentaux dont le droit à l'alimentation », rappelle le projet Solenprim, «et ce, pour des franges toujours plus importantes de la population». Dans ce contexte d'urgence, miser sur une alimentation durable pour tous peut sembler une gageure quelque peu idéaliste. On constate cependant **les travailleurs sociaux semblent être des relais incontournables pour la mise en lien de ces différents mondes** - agricole, environnemental, social - pas toujours aussi éloignés qu'on pourrait le supposer. Une première étape, pour le monde du travail social, serait de «jouer un rôle pour favoriser la mise en œuvre du droit à l'alimenta-





tion», suggère le projet Solenprim, «pourvu qu'on leur donne les moyens d'être témoin et passeur des aspirations des habitants en matière d'organisation de la vie collective». Dans cette voie, la proposition est lancée de **soutenir l'approche communautaire<sup>1</sup> dans le travail social**.

Le travailleur communautaire pourrait jouer un rôle essentiel dans cette idée de créer du lien autour de l'alimentation, travailler à partir de l'expertise et de la débrouillardise des personnes,

travailler ensemble - habitants de quartier, producteurs, citoyens bénévoles, associations, ... à faire bouger les lignes. Mais, prévient la proposition n°3, à condition toutefois que cette approche s'inscrive «dans un **programme vigoureux de lutte contre les inégalités sociales et les causes structurelles de la pauvreté**. Et ce, notamment, «en associant les populations à l'élaboration des réponses à apporter aux difficultés qu'elles rencontrent en matière d'alimentation». (voir la proposition n°3)

## «CRÉONS DES LIEUX NOURRICIERS DANS LES QUARTIERS» !

Associer l'ensemble des acteurs, les habitants aux questions d'alimentation favorise des apprentissages mutuels incontestables. Le projet Falcoop en est également convaincu : plus de 70 rencontres entre habitants du quartier et maisons médicales, écoles, centres d'accueil, maisons de repos et de soins, ... ont été organisées dans le cadre de son projet.

Mais les porteurs du projet se sont aussi frottés à cette évidence : «**l'accessibilité à une alimentation de qualité pour tous ne se décrète pas**». Elle se construit, **en amont**, avec l'ensemble des acteurs concernés. Où le faire ? Dans quels lieux de la ville inscrire ces espaces d'échanges ? À partir de quelle échelle : individu ? Famille ? Groupes de citoyens ? Associations ? ... Leur proposition suggère de «**soutenir la création de collectifs locaux sur la transition alimentaire au niveau des quartiers**». (voir proposition n°8)

« Ces collectifs doivent être **ouverts à tous les habitants et privilégier les interactions et partenariats avec les acteurs locaux existants**, bien ancrés dans leur quartier, concernés par des questions alimentaires : associations, écoles, maisons médicales, commerces, institutions, etc. En organisant des activités de découverte diversifiées (visites de fermes, de potagers, jeux pédagogiques, etc.) et des espaces de débat démocratique (ciné-débats, conférences, etc.) sur le système alimentaire». Relais pour les politiques

et initiatives d'alimentation durable, «**ces collectifs donneront corps aux principes de justice et de démocratie alimentaires**».

**Pour ces collectifs locaux, c'est la dimension quartier qui est retenue** parce qu'elle permet de développer des synergies locales fortes, de créer des liens de solidarité entre habitants, de renforcer l'identification et la participation aux projets et de minimiser les déplacements».

Du côté du projet Cosy Food, on entend aussi favoriser le travail à l'échelle locale, mais sous la forme de «**conseils alimentaires locaux**». (voir proposition n°9) **Parce que les acteurs, même locaux, collaborent peu ou se connaissent peu entre eux**. « Ressentant leur proximité comme facteur de concurrence, ils n'ont pas la possibilité d'apprendre les uns des autres et de dialoguer ensemble autour de leurs pratiques et de leurs visions. Ni de réfléchir à comment le système dans lequel ils agissent peut se transformer grâce à leurs actions et leurs collaboration ». Une des missions de ces conseils, au-delà de générer des échanges et des collaborations, serait de **définir une stratégie alimentaire communale**. Organisé par le pouvoir communal, ces conseils rassembleraient tous les acteurs locaux de l'alimentation (pas que durable) -supermarchés, marchés, producteurs, transformateurs, épiceries locales, sociales, groupements de consommateurs, citoyens motivés, acteurs

1 « L'action communautaire désigne toute initiative, issue de personnes, de groupes communautaires, d'une communauté (géographique, locale, régionale, nationale ; d'intérêts ; d'identités) visant à apporter une solution collective et solidaire à un problème social ou à un besoin commun. (...) Ces actions sont menées avec un souci d'éducation et de fonctionnement démocratique afin de favoriser l'autonomie des personnes et des communautés (empowerment) » (Lamoureux et al, 2013 : 10).



ÉCHANGE SUR  
LA CO-CRÉATION





de la restauration collective, ... – et impliquerait la mise en place d'un **facilitateur communal de l'alimentation**, en charge de l'organisation de ces conseils alimentaires. Une manière d'intégrer,

dans un même lieu de réflexion, les dimensions de production, de transformation et de consommation.

## SOUTENIR ET COORDONNER L'EXISTANT

Les manques et les enjeux liés aux systèmes alimentaires justes et durables se dessinent peu à peu : éviter de réduire le métier de maraîchage à sa seule fonction de production, reconnecter le champ avec les citoyens-mangeurs et avec sa dimension sociale et sociétale, créer des espaces de rencontres et d'échanges, à une échelle de quartier, entre tous les acteurs de l'alimentation.

L'idée, on le voit aussi, **n'est pas de tout réinventer, mais bien de coordonner, retisser à partir de l'existant**. Le projet Choud'Bruxelles illustre parfaitement cette volonté à partir de la question de la **collaboration logistique pour les acteurs du circuit court**. Co-crée de nouvelles solutions de distribution innovantes, durables, économiquement viables et adaptées au circuit de distribution court dans et vers la Région de Bruxelles-Capitale, afin de réduire ses externalités négatives mais aussi de réduire les coûts de la logistique pour rendre les aliments durables plus accessibles. Ou comment optimiser la logistique de chacun ... « Souvent, quand on pense logistique, on pense uniquement à la question du transport, confie le projet, mais c'est un sujet beaucoup plus vaste : il est plus largement question de recevoir les commandes, les préparer, les charger, envoyer les factures, etc. Beaucoup d'agriculteurs ne savent pas combien coûte leur livraison, il existe de nombreux coûts cachés. Leur proposition : « **soutenir et faciliter la transition digitale des acteurs du circuit court** ». (voir proposition n°1) L'idée n'est pas de produire un super outil, mais de **faire le pont entre les outils existants. Conserver les plus pertinents** d'entre eux, rationaliser les outils sur base de critères co-décidés entre représentants de producteurs, acheteurs, receveurs, ... « Ce qui permettrait aux politiques de **soutenir un modèle logistique cohérent, de retenir un maillage idéal entre producteurs et consommateurs** », expliquent les porteurs de projet.

Pour aller encore un pas plus loin dans cette direction, et face à la **multiplicité des outils de gestion mis à disposition des producteurs**, Choud'Bruxelles propose également de « **faire communiquer les outils les plus importants entre eux** – interopérabilité ou capacité de logiciels différents à fonctionner ensemble et à partager des informations - pour éviter de devoir encoder dans différentes bases de données ». Ceci, à partir de l'utilisation d'un standard commun sur lequel se concentrer.

Même logique du côté de la proposition n°4. Face au constat de terres productives rares sur le territoire bruxellois et qui subissent une forte pression foncière, l'idée est de créer « **un programme d'actions pour mobiliser de façon pérenne les terres publiques et privées pour l'agriculture professionnelle** ». Ce programme aura pour objectif, non pas de recréer, mais dans un premier temps, de **réunir et fédérer les initiatives existantes tout en les articulant aux innovations à prévoir**. Il s'agit aussi d'adapter les outils structurels aux réalités de terrain pour limiter les décalages entre eux. Ceci, dans l'objectif, d'une part, de protéger les terres agricoles existantes, et d'autre part, de permettre et sécuriser au niveau urbanistique les fonctions productives sur d'autres affectations (zones d'habitat, zones mixtes...).



## ÉCHANGE ENTRE PAIRS PLUTÔT QUE CONCURRENCE

Créer des ponts, se concerter, collaborer, s'entraider, rationaliser les outils existants, ... Parce que « les maraîchers bricolent en permanence, ils sont dépassés et courent après le temps ! », témoigne un participant. Du temps pourtant tellement précieux face à cette « réalité plutôt précaire » à laquelle ils sont confrontés. En témoigne le binôme Spin Coop et Ultra Tree : « l'équilibre financier est difficile à atteindre, le volume horaire de travail est important et les conditions de travail sont rudes. **La viabilité des projets maraîchers repose presque exclusivement sur la créativité et les épaules des producteurs** ». Et cette situation se renforce au fil du temps, tant le soutien est actuellement concentré sur les premières années et ne propose rien de structurel pour la suite. « Les 'espaces tests' se limitent à l'installation. Quand on doit les quitter, c'est comme s'il fallait tout recommencer à zéro ! », « Il n'y a pas d'espaces de formation continue à Bruxelles » ... D'où, la nécessité, selon Spin Coop et Ultra Tree, de « **structurer l'accompagnement spécifique au maraîchage en pleine terre** ». (voir proposition n°6) Si, tout comme du côté logistique, un certain nombre de dispositifs existe – services qui accompagnent la création et la mise en place des modèles d'entreprises des maraîchers – ils s'inscrivent **dans une perspective généraliste** qui n'est pas toujours adaptée aux

besoins spécifiques des maraîchers, comme c'est le cas pour l'accompagnement technique horticole, par exemple. De plus, **leurs interventions ne sont pas coordonnées entre elles**.

À partir de ces constats, plusieurs actions sont proposées : développer une vision concertée du parcours d'installation bien entendu, mais aussi **fédérer les acteurs de l'accompagnement**. Avec pour objectif de « rendre chaque intervention pertinente et complémentaire pour le maraîcher et lui éviter de devoir continuellement réarticuler lui-même des conseils, parfois contradictoires, qui lui sont donnés ». Il s'agirait aussi de **faciliter les échanges entre maraîchers**, suggèrent les porteurs de projet. En effet, la technicité du métier pourrait être grandement renforcée à travers l'échange entre professionnels du secteur. Eux-mêmes estiment ne pas recourir suffisamment à leurs pairs, faute de temps ou de moyens. Par le rôle qui lui est actuellement attribué, **le Facilitateur bruxellois en Agriculture Urbaine** apparaît, pour les porteurs de projet, comme un acteur qui pourrait aussi jouer ce rôle de coordonner la mise en œuvre et l'animation des moments et des dispositifs de rencontre entre les différents acteurs qui interviennent dans l'installation des maraîchers.

## MUTUALISER CERTAINS RISQUES, FAIRE ÉVOLUER LES CADRES ...

Face à la difficulté de régulariser la main d'œuvre, pourtant essentielle à plus d'un titre pour soulager la charge de travail du maraîcher, le **groupe-ment d'employeurs** est également une option (voir proposition n°7). À nouveau, trop absorbés par la réalisation de leurs tâches, les producteurs connaissent trop peu le dispositif. Cela nécessite effectivement d'entrer dans une dynamique collective qui exige du temps. Cependant, des expériences de ce type soulignent combien **la force du collectif pourrait être déterminante pour faire évoluer**, notamment, certains cadres législatifs contraignants (et qui évoluent trop lentement par rapport aux réalités de terrain). Qu'il

soit question de trouver un cadre juridique approprié pour protéger le bénévole et sécuriser le maraîcher, mais aussi, dans un autre registre, pour assouplir la loi relative au transport de marchandise et permettre aux producteurs locaux de pouvoir effectuer des transports pour le compte d'autres producteurs situés dans la même région (voir proposition n°2). Ou encore de coordonner la réforme du bail à ferme à venir. Ou profiter de la révision du Plan Régional d'Affectation du Sol (PRAS) prévue après les élections régionales pour faire de l'agriculture une fonction forte et suffisamment protégée. (voir proposition n°4).



Parce qu'on le voit, les initiatives, les aides et accompagnements, les appels à projet, les stratégies politiques (Good Food, mais aussi be.circular, PRDD 2018, ...) ne manquent pas. Il existe des facilitateurs en Agriculture Urbaine, des dynamiques, des espaces tests, ... L'ensemble respire « un certain dynamisme bruxellois et souligne le potentiel urbain comparé à la campagne », relève un participant: prédisposition du public, forte densité de population, sensibilisation à l'agriculture durable, ... Mais, s'il dessine **un contour des systèmes alimentaires durables, il fait aussi apparaître de nombreux manques**: pas de vision intégrée de l'alimentation durable, manque de partage d'expériences entre pairs, manque de coordination, de mise en réseau des acteurs, pas de responsabilité politique clairement identifiée, ... Situation qui laisse, au final, avec plus

de questions que de réponses: Comment faire émerger, co-construire un secteur/une vision de l'alimentation durable avant que les politiques ne la définissent? Comment augmenter l'intérêt des pouvoirs publics? Quid de la mise en place d'une vraie stratégie pour l'alimentation durable? ... « Le système est hyperconcurrentiel avec l'agriculture traditionnelle et nous n'avons aucune structure de défense du secteur qui porterait une vision globale », résume un participant. « Les circuits courts subissent une concurrence accrue face au 'bio market', de type filière longue ». La Stratégie Good Food aurait le mérite de développer un engouement, une envie pour l'alimentation durable. Mais il existerait encore trop peu de maraîchers aujourd'hui.

## UNE DÉFINITION TROP PARTIELLE DE L'ALIMENTATION DURABLE : VERS UN SOCLE COMMUN ?

L'ensemble des participants s'accorde, dès lors, sur la nécessité de faire entendre davantage leur voix, de se regrouper autour d'une vision concertée, co-construite avec toutes les parties prenantes: maraîchers, consommateurs, ... Mais comment? À partir d'où et de quoi?... Autour d'une **définition élargie et commune de l'alimentation durable, propose le projet Cosy Food**: «**intégrer certains éléments-clés**, non pris en compte dans la vision politique actuelle de la distribution alimentaire alternative - tels que l'importance des liens entre producteurs et consommateurs ou la prise en compte de la **multidimensionnalité des initiatives** (dimension économique, sociale, environnementale, ...) - permettrait, selon eux, de rassembler les acteurs autour d'intérêts et de défis communs. Leur proposition: **mettre en place une fédération pour représenter, défendre et promouvoir les modèles et pratiques des filières de distribution alimentaire alternatives** pour prendre en main la co-construction d'une telle définition (voir proposition n°10) Structure qui aurait pour mission de «**créer une charte avec une vision commune**; dialoguer avec les pouvoirs publics; sensibiliser le grand public; évaluer les différents systèmes de distribution».

«L'évaluation et l'auto-évaluation, un processus essentiel pour mettre en réflexion autour de la transition des systèmes alimentaires», relèvent de nombreux participants. Processus qui permettrait d'élaborer des mécanismes d'évaluation des différents systèmes de distribution, mais aussi d'**objectiver les plus-values sociales et sociétales des projets hybrides**, de communiquer et de faire adopter de nouveaux critères d'évaluation pour la performance économique, environnementale et sociale, telle que mentionnées dans les objectifs de la stratégie Good Food pour 2020» (voir proposition n°5) Et ne pas tout centrer sur le seul volet économique ou environnemental ... Mais plutôt faire lien entre les différentes politiques.



## LE NÉCESSAIRE DÉCLOISONNEMENT DES POLITIQUES

Ce qui nous conduit à une dernière proposition, portée par l'ensemble des projets : « **mettre en place un service politique transversal de l'alimentation** » (voir proposition n°11) Dans toutes les tables de discussion, il a été question de cette nécessité de transversalité dans un contexte institutionnel et politique fragmenté : « la chaîne logistique ne connaît pas de frontière », « il faut décroisonner les financements pour **permettre cette reconnaissance du rôle transversal de projets agricoles à Bruxelles** » ... De la nécessité d'accorder des financements structurels pérennes suffisants et de poser un regard systémique pour travailler les systèmes alimentaires justes et durables. « **Une alimentation juste et durable ne pourra aboutir que si elle est abordée dans ses interactions avec les politiques de logement, d'emploi, etc.** ». C'est ce que traduit cette proposition collective : « L'alimentation se trouvant à l'interface de nombreuses compétences : social, santé, économie, environnement, agriculture, recherche, éducation, culture, mobilité... non coordonnées et réparties entre les différents niveaux de pouvoir (fédéral, communautaire, provincial, régional, communal), il serait nécessaire de pouvoir mobiliser et impliquer ces différentes compétences pour élaborer, en matière d'alimentation, des stratégies politiques et programmes d'actions coordonnés, cohérents,

**basés sur une vision globale et systémique** ». Pour ce faire, la piste proposée est de mettre en place une structure, horizontale et participatif, qui disposerait d'un budget propre pour **soutenir et faciliter les projets en matière d'alimentation, au niveau financier, pratique et méthodologique**.

La boucle est bouclée. Ou plutôt, le virage est entamé. Sauf que. Investir les interstices, les failles coûte cher. Et les budgets restent limités. Espérons que ces propositions soulignent l'urgence de mettre les moyens pour construire les **conditions d'une véritable transition des systèmes alimentaires**. La consommation durable, on le voit, est bien plus qu'une question de rayonnage dans les supermarchés à travers lequel le client serait seul responsable de ses choix. Mais plutôt un enjeu de modification globale des processus de production au coeur duquel le capital humain joue un rôle essentiel.

Aujourd'hui, de nouveaux projets de co-création, portés par des chercheurs, professionnels, bénévoles, citoyens sont prêts à suivre ces traces et à initier de nouvelles synergies, au-delà des frontières institutionnelles, professionnelles, individuelles, ...

STÉPHANIE DEVLÉSAVER, CBCS ASBL, NOVEMBRE 2018 



Cécile D'Amico  
(Choud'Bruxelles)

PRÉSENTATION  
CHOD'BRUXELLES



## PROPOSITION

# 1

# SOUTENIR ET FACILITER LA TRANSITION DIGITALE DES ACTEURS DU CIRCUIT COURT



> PAR **CHOUD'BRUXELLES**

De plus en plus de fermes cherchent à diversifier leurs débouchés, notamment grâce aux circuits courts. Celles-ci doivent donc s'occuper de nouveaux métiers, ce qui leur prend de plus en plus de temps. Ces tâches chronophages sont, de manière non exhaustive : envoyer la liste des produits et des prix, recevoir les commandes, les préparer, les charger et les amener à bon port en prenant l'itinéraire adéquat. Ne pas se tromper dans les livraisons, reprendre les vidanges éventuelles, envoyer la facture à l'ensemble des clients, etc.

Heureux hasard, toutes **ces tâches relèvent de la logistique** : ce sont des flux d'informations, matériels et financiers. Si l'on veut améliorer la gestion de tous ces flux, les résultats de la recherche du projet Choud'Bruxelles - développement d'un outil pour soutenir la collaboration logistique entre acteurs du circuit court - montrent que l'utilisation d'outils digitaux constitue un levier important. Elle permet d'automatiser la gestion, et donc de gagner du temps, d'une part; de répondre aux exigences de plus en plus strictes en termes de traçabilité, d'autre part.

En vue de permettre aux acteurs du circuit court d'utiliser les outils adéquats à leurs besoins, nous avons identifié deux recommandations importantes : le **besoin d'être formé et d'être accompagné** pour l'utilisation de ces nouveaux outils et la **nécessité d'interopérabilité entre les outils existants**.



## NÉCESSITÉ D'ÊTRE FORMÉ ET ACCOMPAGNÉ

Si le besoin d'avoir accès à des outils a été émis par les acteurs du circuit court eux-mêmes, ils reconnaissent également ne pas être les plus enclins à leur utilisation. Un travail conséquent est donc nécessaire tant pour les aider à choisir l'outil le plus approprié que pour les former à son utilisation. Une approche globale tenant compte des spécificités des principaux intéressés doit être mise en place. Elle aurait pour objectif d'amener les différents acteurs à s'intéresser et à se former aux différents outils de gestion disponibles et les inviterait à surmonter les réticences - au vu de l'écart générationnel - de beaucoup de producteurs. Cette approche pourrait enrayer la perception de "temps perdu" que beaucoup ont actuellement par rapport à l'utilisation d'outils informatiques pour aller vers un gain de temps réel.

Dans un premier temps, nous en appelons aux structures d'accompagnement de producteurs, aux acteurs impliqués dans les circuits courts

ainsi qu'aux acteurs du secteur informatique à **prendre connaissance des différents outils adaptés aux fermes travaillant en circuit court**, disponibles sur le marché. Nous les invitons, dans un second temps, à accompagner les producteurs qui le désirent dans le choix de l'outil le plus adapté à leur situation.

En vue d'améliorer l'accompagnement à l'utilisation de l'outil choisi par les fermes, nous recommandons aux acteurs du secteur informatique ayant développé des solutions IT adaptées aux fermes et aux circuits courts de **mettre en place des systèmes d'aide entre agriculteurs**. Des utilisateurs expérimentés viendraient soutenir leurs collègues pour s'approprier certains outils. Des workshops et des formations pour les producteurs et les receveurs pourraient aussi être organisés. Enfin, des helpdesk proactifs et personnalisés pourraient être créés pour chaque outil afin d'accompagner au mieux les utilisateurs.

## INTEROPÉRABILITÉ<sup>2</sup> ENTRE LES OUTILS EXISTANTS

Un second problème rencontré par les acteurs cherchant à améliorer leur logistique est la multiplicité des outils de gestion mis à leur disposition. Prenons pour exemple un maraîcher qui travaille avec un grossiste, un magasin bio, une coopérative d'achats et un GASAP : si chacun d'eux utilise un outil différent, le producteur devra encoder ses informations dans chacun des outils. Résultat : plutôt que de gagner du temps, il en aura perdu !

L'idée est de faire communiquer les outils les plus importants entre eux pour éviter de devoir encoder dans différentes bases de données. Ceci, par l'utilisation d'un standard commun : le standard GS1<sup>3</sup>. De cette manière, les producteurs n'auront pas à encoder les informations dans plusieurs outils s'ils travaillent avec plusieurs débouchés, et les receveurs n'auront plus à modifier les fiches

des fermes et des produits qu'ils recevront.

Pour ce faire, nous proposons de nous inspirer de la manière de travailler du Data Food Consortium en France<sup>4</sup>. À savoir, regrouper les acteurs travaillant sur les outils informatiques du circuit court afin qu'ils sélectionnent les outils jugés les plus pertinents sur lesquels se concentrer.

Il s'agira aussi de monter un projet avec les principaux acteurs du secteur informatique pour résoudre les aspects techniques d'une telle interopérabilité entre systèmes. Des financements doivent être recherchés pour soutenir la coordination de la dynamique et assurer les aspects techniques de développement.

<sup>2</sup> Capacité de matériels, de logiciels ou de protocoles différents à fonctionner ensemble et à partager des informations.

<sup>3</sup> GS1 (abréviation de Global Standards 1) <https://www.gs1.fr/Notre-offre/Produit-Digitalise/Tracabilite> est un organisme mondial actif dans le domaine de la normalisation des méthodes de codage utilisées dans la chaîne logistique ayant son siège à Bruxelles. L'objectif est d'établir des normes et des solutions permettant l'échange de biens de consommation sur la planète visant toute la chaîne de distribution du producteur au consommateur. <https://www.gs1.org/>

<sup>4</sup> Développement de standards ouverts de données pour les acteurs du système alimentaire: <http://datafoodconsortium.org/fr/>





## PROPOSITION

# 2

# SOUTENIR L'AMÉLIORATION DE LA LOGISTIQUE POUR APPROVISIONNER EN CIRCUIT COURT LA RÉGION BRUXELLES-CAPITALE

> PAR **CHOU'D'BRUXELLES**



L'enjeu de la logistique pour la distribution des produits locaux à Bruxelles ne peut pas être résolu uniquement par les acteurs du circuit court. En effet, il existe plusieurs barrières qui doivent être résolues par les pouvoirs publics pour leur permettre de constituer une véritable alternative aux circuits de distribution traditionnelle. Un frein majeur : le cadre légal relatif au transport pour compte d'autrui.

Le projet Choud'Bruxelles a identifié la collaboration logistique entre les producteurs locaux comme piste pertinente pour améliorer la distribution de produits locaux dans la région de Bruxelles-Capitale.

Toutefois, la mise en œuvre de cette solution est confrontée à une **barrière légale** : la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de marchandises par route<sup>5</sup>.

En effet, cette loi régit tout transport effectué par une tierce personne pour le compte d'autrui. Celle-ci exige, pour tout transporteur, de disposer d'une licence de transport.

Pour l'obtenir, celui-ci doit répondre à différentes conditions, telles que les conditions d'établissement, d'honorabilité, de capacité professionnelle et financière (caution de 9000€).

5 Portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen.



## ASSOUPPLISSEMENT DU CADRE LÉGAL

Le projet Choud'Bruxelles propose d'assouplir cette loi pour permettre aux producteurs locaux de pouvoir effectuer des transports pour le compte d'autres producteurs situés dans la même région. Plus précisément, il conviendrait d'augmenter le seuil de la charge utile des véhicules fixant la portée de la loi du 15 juillet 2015, comme l'y autorise l'Art1§4 de la directive Règlement (CE) n° 1071/2009. En effet, ce règlement permet aux états membres de fixer un seuil, ne dépassant pas 3,5 tonnes de charge utile, en dessous duquel le règlement est applicable. La Belgique a fait le choix de limiter ce seuil à 500kg. Des conditions de capacités financières (Chiffre d'affaires) et de secteur d'activité (secteur du cir-

cuit court) pourraient également être associées à ce changement.

Pour opérationnaliser cette proposition, nous suggérons de mettre autour de la table tous les acteurs publics concernés - Bruxelles-Mobilité, Bruxelles-environnement, Direction Générale Opérationnelle de la Mobilité et des Voies hydrauliques (DGO2), SPF Mobilité et Transports, Departement Mobiliteit en Openbare Werken - ainsi que les acteurs impliqués dans l'alimentation durable pour définir un cadre permettant de faire évoluer cette loi ; et répondre aux besoins logistiques des acteurs des circuits courts alimentaires.

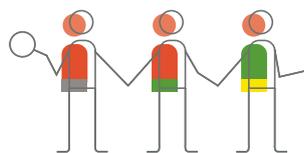


EXPO « PAROLES  
D'USAGERS »



## PROPOSITION

# 3



# FAVORISER LE TRAVAIL SOCIAL COMMUNAUTAIRE POUR CONCRÉTISER LE DROIT À L'ALIMENTATION

> PAR **SOLENPRI**M

Le droit à l'alimentation est un droit humain fondamental en vertu du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (article 11). Il a force de loi dans les 146 États qui l'ont ratifié, dont la Belgique fait partie. Ce droit impose à l'État de prendre toutes les mesures appropriées pour sa réalisation. Mais depuis plusieurs décennies, le détricotage des protections sociales entraîne une précarisation des droits fondamentaux - dont le droit à l'alimentation - pour des franges toujours plus importantes de la population.

Les solutions proposées n'apportent pas une réponse suffisante aux sources multiples de précarité auxquelles sont exposées ces personnes. Dans le cas du droit à l'alimentation, elles se traduisent essentiellement par : le déploiement d'aides alimentaires (colis, restaurants sociaux, épiceries sociales) dont l'objectif est de répondre à l'urgence sociale, remplissant ainsi un rôle essentiellement palliatif ; des politiques qui misent prioritairement sur l'information des publics quant aux « bonnes pratiques » en matière d'alimentation sans pour autant lever les freins qui empêchent les personnes d'accéder au « bien se

nourrir » et en tenant trop peu compte du caractère excluant et stigmatisant des normes alimentaires ; des dispositifs d'alimentation durable qui se développent en nombre, mais n'incluent pas les publics le plus éloignés d'un droit effectif à l'alimentation.

Ces leviers, s'ils ont leur pertinence, ne permettent pas de garantir le droit à l'alimentation pour les populations concernées.



## APPORTER UNE SOLUTION COLLECTIVE ET SOLIDAIRE

En tant qu'acteur de première ligne, le monde du travail social peut jouer un rôle pour favoriser la mise en œuvre du droit à l'alimentation, pourvu qu'on lui donne les moyens d'être témoin et passeur des aspirations des habitants en matière d'organisation de la vie collective.

Une des pistes pour ce faire est de soutenir l'approche communautaire dans le travail social.

« L'action communautaire désigne toute initiative, issue de personnes, de groupes communautaires, d'une communauté (géographique, locale, régionale, nationale ; d'intérêts ; d'identités) visant à apporter une solution collective et solidaire à un problème social ou à un besoin commun. (...) Ces actions sont menées avec un souci d'éducation et de fonctionnement démocratique afin de favoriser l'autonomie des personnes et des communautés (empowerment) » (Lamoureux et al, 2013 : 10)

Cette approche doit s'inscrire dans un programme vigoureux de lutte contre les inégalités sociales et les causes structurelles de la pauvreté. Elle permettra de le soutenir en tenant mieux compte des pratiques et savoirs des personnes confrontées à des situations d'insécurité alimentaire; en associant les populations à l'élaboration des réponses à apporter aux difficultés qu'elles rencontrent en matière d'alimentation; en renforçant les potentiels et le pouvoir d'agir des habitants et des acteurs locaux sur les questions d'alimentation ; en élaborant des politiques sociales et alimentaires plus justes car mieux ancrées dans des réalités territoriales et tenant compte du caractère plurifactoriel de l'insécurité alimentaire (offre de logement, de services, de produits alimentaires, situation d'emploi, transport et mobilité, etc.).

## DIFFÉRENTS NIVEAUX DE POUVOIR COORDONNÉS

Le renforcement du travail social communautaire en vue de soutenir la mise en œuvre du droit à l'alimentation implique très concrètement que les différents niveaux de pouvoir - fédéral, communautaire, provincial, régional, communal - se coordonnent pour:

> **accorder des financements structurels pérennes suffisants** pour garantir les moyens (humain, matériel, etc.) nécessaires à la mise en place de démarches communautaires dans les organismes d'action sociale qui souhaitent se former et développer ces méthodologies, notamment ceux qui proposent des formes d'aide alimentaire ;

> que des « **diagnostics alimentaires locaux** », soient réalisés en concertation avec toutes les parties prenantes des territoires concernés : citoyens, autorités publiques, entreprises, associations, etc. ;

> **donner les moyens aux organismes, structures et groupes déjà implantés dans les quartiers** de collaborer dans le cadre de plans d'actions territoriaux (tels les contrats de quartier

durable et les plans de cohésion sociale) à des démarches communautaires autour d'enjeux liés au droit à l'alimentation;

> constituer une **coopérative de ressources** qui permette aux travailleurs sociaux d'échanger sur leurs savoirs et leurs pratiques concernant le travail social communautaire et les enjeux d'accès aux droits fondamentaux dont celui du droit à l'alimentation. Cette coopérative aura, parmi ces missions, de développer une offre de formations et d'outils ainsi que des dispositifs d'intervision entre travailleurs sociaux impliqués dans des démarches communautaires. Elle offrira également la possibilité aux travailleurs sociaux de s'inspirer et d'étudier la transposabilité de « bonnes pratiques » développées dans d'autres pays (Québec, France, Suisse), en organisant, par exemple, des rencontres internationales et des séjours d'étude à l'étranger.



PRÉSENTATION  
SPINCOOP



## PROPOSITION

# 4

# CRÉER UN PROGRAMME D'ACTION POUR MOBILISER DE FAÇON PÉRENNE LES TERRES PUBLIQUES ET PRIVÉES POUR L'AGRICULTURE PROFESSIONNELLE



► PAR **SPINCOOP** ET **ULTRA-TREE**

Les terres productives sur le territoire bruxellois sont rares et subissent une forte pression foncière. Les porteurs de projets agricoles innovants peinent à trouver des terrains à cultiver, et leur accès à la terre est souvent relativement précaire. En outre, les contrats à court terme encadrant la culture professionnelle ne permettent pas aux agriculteurs de s'investir autant qu'ils le souhaiteraient dans une démarche agro-écologique ou de préservation des sols.

Les différentes fonctions indispensables à la ville sont souvent mises en compétition. Les projets mixtes mêlant logements, espaces verts et activités agricoles professionnelles<sup>6</sup> restent rares à l'heure actuelle. Dans le dispositif réglementaire, l'agriculture demeure une fonction urbaine faible, peu protégée. Par exemple, des terres agricoles fertiles de Nerpede sont occupées par des ac-

tivités de loisirs (golf, élevage de chevaux...), devenues des fonctions fortes, plutôt que d'être utilisées pour l'installation de maraîchers et agriculteurs. Maintenir dans le temps le caractère productif des zones agricoles existantes nécessite de réfléchir aux moyens à mettre en œuvre pour les sécuriser au mieux.

6 Ainsi qu'autres fonctions essentielles et activités culturelles, productives ou de loisirs...



En parallèle, des solutions innovantes doivent permettre la mobilisation de nouveaux espaces en pleine terre tout en favorisant la multifonctionnalité. Il est essentiel de rendre effective l'intégration de l'agriculture urbaine dans les projets d'aménagement du territoire et la législation<sup>7</sup>.

## RÉUNIR ET FÉDÉRER L'EXISTANT

Pour répondre à ces enjeux, nous proposons la création d'un **programme d'actions** pour mobiliser de façon pérenne les terres publiques et privées pour l'agriculture professionnelle. Ce programme aura pour objectif de réunir et fédérer les initiatives existantes pour construire sur ce qui existe tout en permettant **une coordination et une vision stratégique globale** qui articule et intègre l'existant aux innovations à prévoir.

**Les acteurs du changement** sont les administrations de l'aménagement du territoire<sup>9</sup>, Bruxelles Environnement (Good Food), la Cellule Agriculture de Bruxelles Économie et Emploi, Perspective.brussels, les structures d'accompagnement<sup>10</sup> ainsi que les projets de recherche et

Plusieurs outils stratégiques existent déjà pour appuyer le développement de l'agriculture urbaine en Région bruxelloise<sup>8</sup>. Ils témoignent d'une volonté des pouvoirs publics, mais celle-ci n'est pas encore concrétisée de façon suffisamment forte. Elle ne permet pas la mise en œuvre de moyens suffisants, à la hauteur des ambitions formulées.

innovation. **L'objectif est double** : répondre aux besoins des maraîchers et porteurs de projet en agriculture « non-conventionnelle » en termes d'accès à la terre ; mais aussi atteindre une autonomie de 30% de fruits et légumes produits dans et aux alentours de Bruxelles à l'horizon 2035 (Stratégie Good Food).

Le programme d'action sera constitué de **3 volets principaux**, déclinés en une série de mesures opérationnelles : **adaptation des outils existants** (cadre réglementaire et outils structurels), **création de nouveaux outils structurels et pratiques** ainsi que **la promotion de la pratique** (projets pionniers) et **la mise en réseau des acteurs**.

## ADAPTATION DES OUTILS EXISTANTS

Il s'agit d'adapter les outils structurels aux réalités de terrain pour limiter les décalages existants entre eux. Ceci dans l'objectif, d'une part, de protéger les terres agricoles existantes, et d'autre part, de permettre et sécuriser au niveau urbanistique les fonctions productives sur d'autres affectations (zones d'habitat, zones mixtes...). Par exemple, profiter de la révision du PRAS prévue après les élections régionales (2019) pour **faire de l'agriculture une fonction forte et suffisam-**

**ment protégée**, comme pour le logement à la fin des années 1990<sup>11</sup>. Différentes mesures peuvent être envisagées : prescription générale au PRAS autorisant les espaces de production agricole dans toutes les zones<sup>12</sup> ; création d'un maillage jaune (agriculture durable) venant compléter la trame verte et bleue déjà existante (voir projet Saule<sup>13</sup>) ; adaptation des prescriptions particulières concernant les zones agricoles.

7 Dont le PRAS ou Plan Régional d'Affectation du Sol, les PPAS ou Plans Particuliers d'Affectation du Sol, le RRU ou Règlement Régional d'Urbanisme, les plans d'aménagement directeurs...

8 Parmi ces outils stratégiques : les stratégies Good Food - Vers un système alimentaire durable en Région de Bruxelles-Capitale - et be.circular - Bruxelles en transition vers une économie circulaire -, ainsi que le Plan Régional de Développement Durable ou PRDD 2018.

9 Notamment Bruxelles Urbanisme et Patrimoine.

10 Facilitateur urbain, Terre-en-vue, Début des Haricots, Boeren Brussel Paysans, espaces-tests, ...

11 En s'appuyant sur l'étude urbanistique et juridique pour le développement de l'agriculture urbaine réalisée par Gembloux Agro-Bio-Tech, Agora, Pascal Hanique sprl, Goisse-Lamal & associés (2018).

12 À l'instar des zones d'équipements collectifs et de services publics, autorisées dans toutes les zones du PRAS.

13 Ce nouveau maillage permettra de valoriser les fonctions de ces espaces en tant que réseaux écologiques (statut de protection spécifique à créer). Le projet Saule est une recherche Cocrete qui vise à explorer la cohabitation entre l'agriculture urbaine et le logement, ainsi que les conditions de son développement à Bruxelles. <http://www.cocrete.brussels/-Saule-?lang=fr>



Mais il s'agit aussi de coordonner la réforme du bail à ferme à venir avec les dispositions du PRAS et des autres textes réglementaires (travaux déjà réalisés ou en cours). Il convient en outre d'inciter à inclure des espaces consacrés à l'agriculture professionnelle dans les grands projets, par

exemple au travers des charges urbanistiques. En parallèle, il faut également prendre en compte la nécessité de protection et de pérennisation de l'accès à la terre pour les projets d'autoproduction et de culture non professionnelle.

## CRÉATION DE NOUVEAUX OUTILS STRUCTURELS ET PRATIQUES

Nous proposons de créer un **Observatoire du foncier agricole** pour recenser tant les terrains (agricoles ou non) que les projets, et centraliser les données (baux, surfaces, affectations...) <sup>14</sup>. Cet organisme pourra également remplir d'autres fonctions. Il jouera le rôle d'interface entre les Régions bruxelloise et flamande sur le thème de l'accès à la terre pour l'agriculture urbaine. Une de ses missions sera d'augmenter l'offre de ter-

rains disponibles, en constituant une plateforme régionale de mise en lien des propriétaires (privés et publics <sup>15</sup>) et des porteurs de projet. Il devra également créer des outils pour encourager les propriétaires à mettre à disposition leurs terrains pour l'agriculture urbaine (par exemple, via la réduction du précompte immobilier pour les propriétaires privés).

## PROMOTION DE LA PRATIQUE ET MISE EN RÉSEAU DES ACTEURS

Il est important de travailler sur l'exemplarité des projets pour convaincre les pouvoirs publics de la nécessité d'effectuer des changements structurels en vue d'accompagner et soutenir ces initiatives. Il faut promouvoir des projets pionniers qui permettront d'inspirer, mais aussi de convaincre les acteurs publics d'adapter les outils existants et d'en créer de nouveaux. Pour normaliser les projets innovants et leur donner une valeur d'exemple, plusieurs mesures peuvent être envi-

sagées : créer des outils de crédibilisation et de promotion, par exemple via des visites de sites exemplaires incluant des acteurs publics et institutionnels ; sensibiliser à la diversité des modèles existants <sup>16</sup>. Mais aussi mettre en réseau, répertorier les acteurs et les mettre en contact (acteurs publics, porteurs de projets, associations...) : par exemple une commune qui a des terres et un maraîcher en recherche.

14 À l'instar des observatoires, des bureaux et des activités productives déjà existants en Région bruxelloise.

15 L'observatoire du foncier agricole devra adopter des stratégies spécifiques selon qu'il s'agisse de propriétaires publics ou privés.

16 Notamment à la possibilité de cultiver sur plusieurs sites et sur des terrains privés (favoriser la résilience, systèmes alimentaires durables et de proximité).





## PROPOSITION

# 5

# RECONNAÎTRE ET VALORISER LA MULTIFONCTIONNALITÉ DES ESPACES DE MARAÎCHAGE PROFESSIONNEL URBAINS

> PAR **ULTRA TREE** ET **SPINCOOP** 

La pérennité des projets de maraîchage urbain est bien souvent mise à mal, malgré les rôles fondamentaux joués par ces projets. En effet, en plus d'assurer une production locale, ceux-ci remplissent, d'une part, des missions nécessaires à la transition vers un système alimentaire plus juste et plus durable en agissant sur la demande par la sensibilisation, par la démonstration et l'éducation, pour une (re)connexion des citoyens au monde agricole; et d'autre part, ils constituent une réponse à toute une série d'enjeux urbains : formation professionnalisante, cohésion sociale, intégration, préservation de la biodiversité, entretien du paysage ...

Souvent installée sur de très petites surfaces, la **production en maraîchage urbain est généralement insuffisante pour permettre aux maraîchers d'en vivre exclusivement**. Au-delà de la production elle-même, les autres services rendus sont tout aussi utiles d'un point de vue sociétal et sont généralement peu rémunérateurs en soi (si ce n'est par le biais de quelques appoints ponctuels). Ils sont donc insuffisamment valorisés ou rémunérés dans l'état actuel des choses. De plus, la tendance est de soutenir ces projets pour une

durée très limitée (1 à 3 ans), en insistant avant tout sur la performance économique à atteindre - majoritairement assimilée au revenu généré par la production - , sans réelle reconnaissance/valorisation de la plus-value créée sur le plan social ou environnemental.





## RÔLE TRANSVERSAL DE PROJETS AGRICOLES BRUXELLOIS

Faire reconnaître la nécessité, la pertinence et l'utilité du caractère multifonctionnel d'espaces de production professionnels urbains agro-écologiques : par les professionnels des secteurs socioculturels, de la santé, de l'éducation... *car il existe là un réel potentiel de collaboration et d'utilisation pratique de ces lieux de production en pleine terre, de moins en moins accessibles par les citoyens; par les citoyens pour que ceux-ci soutiennent une dynamique de développement de projets de production en pleine terre en ville en prenant conscience de leurs nombreux impacts positifs; et par les acteurs de financements et les décideurs, d'une part dans la mesure où ces projets maraîchers nécessitent plus que jamais un soutien financier, et d'autre part car ceux-ci doivent être considérés comme des acteurs à part entière, notamment au regard de la planification urbanistique.*

Pour aller au-delà de cette simple reconnaissance, nous estimons nécessaire de **décloisonner les financements** pour permettre cette reconnaissance du rôle transversal de projets agricoles à Bruxelles et que ceux-ci ne dépendent plus uniquement des budgets disponibles au sein d'un Ministère ou des administrations liées (Bruxelles-Environnement, Cellule agriculture du Service Public Régional de Bruxelles ou autre). Ce qui rejoint la proposition transversale à l'ensemble des projets Cocreate (voir proposition 11).

Il convient aussi d'**accorder des aides structurales** à ces projets dans la mesure où ceux-ci remplissent des missions d'intérêt général. Pour cela une évaluation de ces missions est essentielle, ce qui nous amène au point suivant : en parallèle, notamment pour soutenir les choix des financeurs, élaborer un mécanisme d'évaluation de la multifonctionnalité qui permette à la fois d'assurer l'adéquation des critères choisis avec la réalité du terrain et leur appropriation par les porteurs de projets eux mêmes; d'objectiver, grâce à des études approfondies, les plus-values sociales et sociétales de ces projets; de communiquer et de faire adopter, notamment via les arènes telles que le Conseil Consultatif Good Food, aux différents bailleurs (ainsi qu'à l'opinion publique) de nouveaux critères d'évaluation pour la performance économique, environnementale et sociale, telle que mentionnée dans les objectifs de la stratégie Good Food pour 2020.

Le guichet du Facilitateur bruxellois en Agriculture urbaine et les projets exemplaires tels que Boeren Brussels Paysans<sup>17</sup> ou ceux portés par le Début des Haricots asbl<sup>18</sup> pourraient selon nous jouer un rôle d'impulseur de cette dynamique, renforcés par les acteurs de la recherche et soutenus par le Conseil Consultatif Good Food et le réseau Agroecology in Action<sup>19</sup>. Enfin, nous proposons d'**encourager les partenariats** entre les projets maraîchers et les secteurs socioculturels, éducation, santé, privés, ... pour optimiser l'utilisation de ces outils urbains.

17 [https://boerenbrusselspaysans.be/...](https://boerenbrusselspaysans.be/)  
<https://www.goodfood.brussels/fr/contributions/facilitateur-en-agriculture-urbaine>

18 [http://www.potage-toit.be/?page\\_id=375](http://www.potage-toit.be/?page_id=375)

19 **Agroecology in Action** vise à rassembler, soutenir, multiplier les nombreuses dynamiques et projets d'agroécologie et d'alimentation solidaire en Belgique : <http://www.agroecologyinaction.be/spip.php?rubrique19&lang=fr>



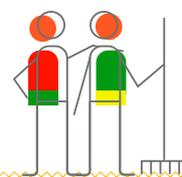


## PROPOSITION

# 6

# STRUCTURER L'ACCOMPAGNEMENT SPÉCIFIQUE AU MARAÎCHAGE EN PLEINE TERRE

> PAR **SPINCOOP** ET **ULTRA TREE**



L'ambition politique de la Région Bruxelloise de relocaliser la production de fruits et de légumes rencontre directement l'intérêt de personnes qui se tournent aujourd'hui vers l'agriculture biologique mais aussi vers d'autres formes d'agriculture écologique. Ces nouveaux maraîchers ne sont pas issus du milieu agricole. Ils ont opté pour ce métier et opéré une reconversion, sans avoir pour héritage de petites ou de grosses infrastructures ni de titres de propriété foncière. Ils ont fait le choix de travailler à proximité de la ville car ils croient fondamentalement en la nécessité de nourrir les urbains par des filières de proximité. En conséquence, ils travaillent sur de très petites surfaces avec peu ou pas de motorisation et s'essayent, réinventent et bricolent de nouveaux modèles d'exploitations.

Pour encourager leur installation, la ville soutient différentes initiatives, portées notamment par le projet Boeren Brussel Paysan, via l'Espace-Test Agricole qui permet à ces nouveaux maraîchers de tester leur activité dans un cadre sécurisé. Toutefois, le maraîchage représente un défi entrepreneurial de taille qui se caractérise à la fois par un investissement conséquent et un faible

revenu au cours des premières années. Pour ces différentes raisons, une aide structurante adéquate et des mécanismes légaux permettant des statuts adaptés et facilitant la collectivisation des moyens de production ou le soutien bénévole sont encore à imaginer.

Par ailleurs, de nombreux acteurs peuvent aujourd'hui offrir leurs services pour accompagner



la création et la mise en place des modèles d'entreprises des maraîchers. Ils inscrivent cependant leur **accompagnement dans une perspective généraliste** qui n'est pas toujours adaptée aux besoins spécifiques des maraîchers. De plus, **leurs interventions ne sont pas coordonnées entre elles**. Ainsi, toute une série de besoins spécifiques du maraîcher ne sont pas encore rencontrés: accompagnement technique horticole, accompagnement post-crédation, support administratif et comptable, coaching, développement de filières de commercialisation, interlocuteur

pour représenter le secteur auprès des acteurs publics, etc.

Résultat: les maraîchers se heurtent seuls aujourd'hui à une réalité plutôt précaire. L'équilibre financier est difficile à atteindre, le volume horaire de travail est important et les conditions de travail sont rudes. **La viabilité des projets maraîchers repose presque exclusivement sur la créativité et les épaules des producteurs**. Et cette situation se renforce au fil du temps tant le soutien est actuellement concentré sur les premières années et ne propose rien de structurel pour la suite.

## CINQ ACTIONS À ARTICULER, DE CONCERT

Le nombre de candidats maraîchers en région bruxelloise n'est actuellement pas assez significatif pour justifier la mise en place et le financement d'une structure unique et pérenne d'accompagnement, difficile à mettre en place et à rendre rapidement efficace. Il est toutefois possible de relever le défi de mieux soutenir les producteurs en articulant conjointement différentes actions.

Une première action consisterait à **développer une vision concertée du parcours d'installation**. Un dialogue est aujourd'hui nécessaire entre l'acteur public, les acteurs qui interviennent ponctuellement dans l'accompagnement des maraîchers et les maraîchers eux-mêmes pour développer une compréhension commune des modèles et des conditions de productions souhaitables. Et ce, afin d'identifier clairement les étapes-clé et les besoins spécifiques qui peuvent apparaître à chacune de ces étapes.

Seconde action proposée: fédérer les acteurs de l'accompagnement. La rencontre des acteurs doit permettre le développement de synergies et de collaborations entre les métiers spécifiques de chacun. Objectif: rendre chaque intervention pertinente et complémentaire pour le maraîcher et lui éviter de devoir continuellement réarticuler lui-même des conseils, parfois contradictoires, qui lui sont donnés.

Troisièmement, il s'agirait de **faciliter les échanges entre maraîchers**. La technicité du métier pourrait être grandement renforcée à travers l'échange entre professionnels du secteur. Eux-mêmes estiment ne pas recourir suffisamment à leurs pairs, faute de temps ou de moyens. D'où, nécessité d'aménagements spécifiques à concevoir.

Une quatrième action suggère de **s'appuyer sur les services des autres régions**. En effet, en raison d'étendues agricoles beaucoup plus importantes, des dispositifs d'accompagnement de maraîchers efficaces sont déjà existants en dehors de la Région bruxelloise. L'idée serait de permettre aux maraîchers bruxellois d'en bénéficier également grâce à la mise en œuvre de certains mécanismes. En parallèle, il sera important de mettre en place des structures d'appui propres à l'agriculture urbaine (syndicat agricole urbain, fédération, groupement de producteurs, ...) afin de ne pas nier les particularités bruxelloises.

Enfin, une cinquième action consisterait à **mettre sur pied des soutiens structurels spécifiques**. Les aides agricoles actuelles étant conditionnées aux surfaces, elles ne sont pas accessibles aux maraîchers. Il y a lieu de mettre en place des mécanismes alternatifs permettant de renforcer les moyens dont dispose le maraîcher pour se lancer et ensuite vivre décemment de son activité.



## LE FACILITATEUR URBAIN À LA MANŒUVRE

Par le rôle qui lui est actuellement attribué, le Facilitateur bruxellois en Agriculture Urbaine apparaît comme l'acteur tout désigné pour coordonner la mise en œuvre et l'animation des moments et des dispositifs de rencontre entre les différents acteurs qui interviennent dans l'installation des maraîchers. C'est à lui que reviendrait la dynamisation des différents acteurs. Il veillerait également à la systématisation et à l'enregistrement des différents échanges. Pour ce faire, des moyens spécifiques devraient lui être attribués par la Région.

Concernant les mécanismes de soutien spécifique, le Service Public Régional de Bruxelles (SPRB) tente déjà de contourner les limites actuelles liées au secteur primaire par des appels à projet intéressants, mais malheureusement aussi limités. Les efforts doivent être concentrés sur les aménagements légaux permettant de pouvoir calquer les aides aux agriculteurs sur celles que reçoivent aujourd'hui les acteurs du secteur secondaire et tertiaire.



PROPOSITION 7



## PROPOSITION

# 7



# RÉGULARISER LA MAIN D'ŒUVRE SOLLICITÉE PAR LES MARAÎCHERS

> PAR **SPINCOOP** ET **ULTRA TREE**

Dans le cadre des recherches Spincoop et Ultra Tree, il apparaît que les maraîchers font tous intervenir, à un moment ou à un autre, une main d'œuvre bénévole ou faiblement défrayée dans le développement de leur modèle. Il s'agit parfois de personnes qui ont un intérêt pour l'activité de production et qui veulent en comprendre les fins rouages par la pratique plutôt que par les livres. Mais ce sont aussi des amis proches, désireux d'apporter un soutien concret au développement de l'activité. Ou encore, des citoyens et des consommateurs, ces derniers devenant ainsi directement partie prenante du modèle de production des aliments qu'ils consomment.

Indéniablement, cette main d'œuvre intervient dans la performance économique des modèles maraîchers observés. D'une part, ils permettent la réalisation de chantiers de démarrage ou de lancement de production. Par exemple, des chantiers irréalisables seuls parce que physiquement très lourds ou à réaliser dans un temps extrêmement court. D'autre part, ils permettent de soulager le maraîchers dans l'exécution de tâches répétitives qui peuvent devenir problématiques sur le plan ergonomique. Rappelons en effet que la

motorisation est pratiquement inexistante ! Dans tous les cas, cette main d'œuvre nécessite d'être formée et accompagnée dans la mesure où il ne s'agit fondamentalement pas de professionnels.



## UN SOUTIEN ÉCONOMICO-AFFECTIF INDISPENSABLE !

Toutefois, l'accompagnement de cette main d'œuvre ne s'inscrit pas uniquement dans le registre de la performance économique. Premièrement, son soutien intervient également sur le plan moral et affectif tant le sentiment de dépassement et d'isolement peuvent gagner le maraîcher. Ainsi, la présence de certains de ces bénévoles ne s'inscrit pas dans l'amélioration de la performance – qui pourraient d'ailleurs être qualifiée d'inefficace – mais dans cette création de lien qui permet de rompre avec une logique de décrochage dans laquelle le maraîcher peut tomber. Deuxièmement, il s'agit de ne pas négliger le souhait profond de certains citoyens-consommateurs de pouvoir "mettre les mains dans la terre". Et ce, pour des raisons multiples et variées : récréatives, thérapeutiques, de socialisation, l'envie de mieux comprendre le système alimentaire d'aujourd'hui, etc. La relation qui s'instaure n'est alors pas nécessairement de nature à améliorer la productivité du maraîcher sur son champ. Ce dernier doit cependant veiller à accueillir adéquatement ce public sur son lieu d'activité.

La mobilisation de cette main d'œuvre totalement bénévole ou faiblement défrayée s'avère insécurisante pour tout le monde. Malgré des

performances économiques faibles, le maraîcher, en tant qu'indépendant, risque d'être accusé de mobiliser illégalement cette main d'œuvre. Quant à ces bénévoles, aucun cadre n'existe pour sécuriser les conditions de leur accueil.

Afin de dépasser ce sentiment d'insécurité qui habite tant les maraîchers que les bénévoles, il est d'abord et avant tout nécessaire de reconnaître leur nécessité. En effet, ces modèles ne peuvent s'en passer pour atteindre un réel niveau de performance sociale et environnementale. Dès lors, il s'agirait d'établir un **cadre juridique approprié qui, à la fois, protège le(s) bénévole(s) et sécurise le maraîcher** (en sprl). En outre, les maraîchers devraient pouvoir être habilités à mobiliser une main d'œuvre ponctuelle, faiblement rémunérée, dans le cadre de contrats spécifiques à son activité dont la pénibilité serait reconnue via une forme d'allocation spéciale.

Enfin, les maraîchers pourraient eux-mêmes tenter l'aventure de dépasser en partie cette difficulté : former un groupement d'employeurs en s'associant avec d'autres acteurs leur permettrait de mutualiser certaines ressources et de réaliser certaines tâches de manière plus efficace.

## CLARIFIER LA NATURE DE LA RELATION «MARAÎCHER-BÉNÉVOLE»

**De nombreuses structures, sous la forme d'ASBL, organisent déjà l'action bénévole :** établissement d'un cadre protecteur, clarification de l'intention poursuivie dans la relation construite entre la personne et la structure. La reconnaissance des personnes qui interviennent dans un projet maraîcher via ce type de structure permettrait d'interjeter un peu plus de clarté sur la nature de la relation qui s'établit entre le maraîcher et le bénévole. Cela permettrait aussi d'opérer une reconnaissance de l'apport économique du bénévole au projet maraîcher via des méca-

nismes de défraiement tels qu'ils existent dans ce type de structures. Certains aspirent précisément aujourd'hui à organiser ce type de soutien aux bénévoles, les brigades d'actions paysannes<sup>20</sup>, le woofing<sup>21</sup>, ou le Réseau des GASAP, à titre d'exemple. Ceux-ci pourraient, pour les raisons précitées, être encouragés à faire évoluer leur statut dans cette perspective.

**Dans d'autres secteurs d'activités, certaines formes de contrats permettent l'emploi de personnes à moindre frais.** Des mécanismes

20 Les BAP sont un réseau citoyen d'appui à l'agriculture paysanne et au mouvement pour la souveraineté alimentaire. <https://brigadesactions paysannes.be/>

21 Système d'organisation qui consiste à faire travailler bénévolement des personnes sur une exploitation agricole et biologique, en échange du gîte et du couvert. <https://woofinternational.org/> <https://gasap.be/>



de type "titre-service" ou «article 60» pourraient constituer de solides incitants à faire évoluer et à officialiser cette relation entre une personne bénévole et un maraîcher.

Le **groupement d'employeurs** est également une option, insuffisamment connue des maraîchers eux-mêmes tant ils sont absorbés par la réalisation de leurs tâches. Bien qu'elles nécessitent d'entrer dans une dynamique collective, certaines expériences – comme La ferme du chant des cailles<sup>22</sup> à Watermael-Boitsfort - gagneraient à être connues.

Enfin, **se concerter avec les Régions flamande et wallonne** serait particulièrement intéressant. Toutes deux réfléchissent à un statut d'accueil à la ferme sur le thème de l'agriculture sociale. La Wallonie compte, pour sa part, faire évoluer son code de l'agriculture pour reconnaître la dimension sociale de la ferme.

---

22 Un projet d'agriculture urbaine, participative et écologique à Watermael-Boitsfort : <http://www.chantdescailles.be/>.

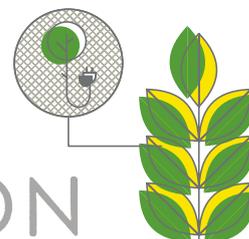


PROPOSITION 8



## PROPOSITION

# 8



# SOUTENIR LA CRÉATION DE COLLECTIFS LOCAUX SUR LA TRANSITION ALIMENTAIRE AU NIVEAU DES QUARTIERS

> PAR **FALCOOP**

Étant donné que ... les alternatives alimentaires existantes peinent à toucher les Bruxellois dans leur diversité, notamment parce qu'elles prônent un modèle alimentaire qui ne tient pas suffisamment compte de cette diversité, et gagneraient à être plus inclusives dès leur conception.

**ÉTANT DONNÉ QUE** les mangeurs bruxellois recèlent une **grande diversité de pratiques et d'habitudes alimentaires** qui complexifie, et met parfois à mal, la pertinence des politiques alimentaires, notamment la Stratégie Good Food au niveau régional.

**ÉTANT DONNÉ QUE** le concept de l'alimentation durable commence à être perçue comme une norme et à être rejetée à ce titre par certains publics qui ne s'y reconnaissent pas.

**ÉTANT DONNÉ QUE** la diversité alimentaire bruxelloise est une source de richesse sur laquelle pourraient s'appuyer les politiques et les initiatives d'alimentation saine et durable si elle était mieux connue et reconnue et si les approches « bottom-up » étaient privilégiées.

**ÉTANT DONNÉ QUE** une majorité de Bruxellois, toutes catégories sociales confondues, est soucieuse de son alimentation et souhaite le développement d'un système agroalimentaire plus respectueux des hommes et de l'environnement sur toute la chaîne (en témoigne par exemple la demande en forte croissance pour le bio).

**ÉTANT DONNÉ QUE** le système agroalimentaire est complexe et que les mangeurs bruxellois ont besoin d'espaces et d'outils d'information et d'éducation pour en maîtriser les enjeux et pouvoir poser des choix de consommation en conscience.

**ÉTANT DONNÉ QUE** la mobilisation d'espaces d'échanges et de démocratie et la participation citoyenne dans la durée nécessitent des moyens financiers et de l'accompagnement.



## ANCRER LES POLITIQUES ALIMENTAIRES DANS LES RÉALITÉS LOCALES

Nous recommandons aux communes bruxelloises et à la Région de Bruxelles-Capitale de favoriser et de soutenir la création et l'animation dans la durée, de collectifs locaux qui proposeraient des espaces conviviaux d'activités, de découvertes, de dialogues et de réflexions sur la transition alimentaire au niveau des quartiers.

Ces collectifs doivent être **ouverts à tous les habitants et privilégier les interactions et partenariats avec les acteurs locaux existants**, bien ancrés dans leur quartier, publics, associatifs et privés, et concernés, de près ou de loin, par les questions alimentaires : associations, écoles, maisons médicales, commerces, institutions, etc.

En organisant des activités de découverte diversifiées (visites de fermes, de potagers, jeux

pédagogiques, etc.) et des espaces de débat démocratique (ciné-débats, conférences, etc.) sur le système alimentaire, **ces collectifs donneront corps aux principes de justice et de démocratie alimentaires**. Ils offriront une meilleure connaissance de la diversité des besoins et pratiques alimentaires des Bruxellois et pourront servir de relais pour les politiques et initiatives d'alimentation durable qui gagneront en efficacité s'ils sont ancrés dans des réalités locales et tiennent davantage compte des mangeurs.

**Pour ces collectifs locaux, c'est la dimension quartier qui est retenue** parce qu'elle permet de développer des synergies locales fortes, de créer des liens de solidarité entre habitants, de renforcer l'identification et la participation aux projets et de minimiser les déplacements.

## S'APPUYER SUR LES DYNAMIQUES EXISTANTES

Ces collectifs locaux doivent bénéficier de moyens pour assurer leur mise en œuvre et la participation active et régulière de citoyens et acteurs locaux.

**Pour soutenir la création de ces collectifs, les communes devraient s'appuyer sur les dynamiques locales existantes** et des acteurs intéressés ou déjà engagés sur les questions alimentaires (associations d'éducation permanente, maisons médicales, commerces de quartier, écoles, etc.).

**Pour être efficaces, ces collectifs locaux doivent pouvoir disposer d'un lieu** de rencontre et d'activité (espace polyvalent, idéalement équipé d'une cuisine), mais aussi d'un **facilitateur professionnel**, légitime dans le quartier et formé aux enjeux alimentaires. Celui-ci sera chargé de mobiliser les citoyens et les acteurs, de proposer des programmes attractifs d'activités et de dé-

couvertes sur le système agroalimentaire, et enfin, de répondre aux questions et de soutenir les citoyens dans leurs projets liés à l'alimentation. Le facilitateur aura le rôle déterminant de veiller à la dimension démocratique du collectif en laissant s'exprimer la diversité des pratiques, des besoins et des points de vue sur l'alimentation. Ces espaces collectifs devront également disposer de **moyens de communication** pour assurer la mobilisation et la participation des citoyens et des acteurs locaux.

Pour atteindre les objectifs de démocratie alimentaire et de représentation des mangeurs, **ces collectifs locaux devront bénéficier d'un financement structurel et transversal**, justifié par l'implication d'une diversité d'acteurs et l'impact des questions alimentaires sur plusieurs dimensions sociétales (social, santé, environnement, etc.).



PROPOSITION 9



## PROPOSITION

# 9



# CRÉER DES CONSEILS CONSEILS CONSULTATIFS LOCAUX DE POLITIQUE ALIMENTAIRE

> PAR **COSYFOOD**

À Bruxelles, la nécessité d'améliorer la durabilité des pratiques d'approvisionnement, de distribution et de consommation alimentaires est essentiellement portée par la stratégie environnementale régionale Good Food. Si cette stratégie permet, par un conseil consultatif comprenant des acteurs politiques, administratifs, économiques et de la société civile, d'inclure différents points de vue, les citoyens « lambda » et de nombreux acteurs de l'alimentation disposent encore de peu d'espaces de dialogue et de concertation sur cette stratégie et sur les enjeux d'alimentation. Pourtant, cette question n'est-elle pas l'affaire de tous et chacun ? Face à ces constats, la proposition de CosyFood est de créer un espace d'échange plus territorialisé, consultatif, appelé « conseil alimentaire », dans chaque commune bruxelloise.

### **Contexte: les difficultés d'un dialogue entre tous les acteurs de l'alimentation**

À l'échelon local, la plupart des projets et avancées en matière d'alimentation durable émergent et sont portés par des acteurs au profil « convaincus » (peu de conversions/transitions de projets existants; cf. « bilan à mi-parcours de la stratégie Good Food »). Ces acteurs,

tout comme ceux qui ont déjà enclenché des processus d'amélioration de leurs pratiques en termes de durabilité (distributeurs de tout type, transformateurs, cantines scolaires et d'entreprises, etc.) ne se connaissent pas ou peu. Ressentant leur proximité comme facteur de concurrence, ils n'ont pas la possibilité d'apprendre les uns des autres et de dialoguer



ensemble autour de leurs pratiques et de leurs visions. Ni de réfléchir à comment le système dans lequel ils agissent peut se transformer grâce à leurs actions et leurs collaborations.

**Pourtant : un « premier pas » vers plus de durabilité, c'est le dialogue**

Dans la foulée de notre expérimentation au sein de la recherche CosyFood, nous sommes en mesure de conclure que des acteurs différents, se percevant comme en compétition, peuvent, grâce au dialogue et à un cadre de gestion des échanges, aboutir à reconnaître leurs particularités avec respect et à tisser des convergences et des collaborations. Dans le cadre du projet, trois alternatives de distribution ont accepté de jouer « carte sur table » et se mettre d'accord sur une vision commune. Notre conclusion est la suivante : c'est le temps du dialogue et de l'écoute qui a permis de faire avancer chacun. Ainsi, nous concluons que c'est (simplement) la réflexion *sur* la durabilité (qu'entend-on par-là ? qu'est-ce que cela implique ?) qui permet aussi de produire des déclics, des changements de comportement ou de points de vue, parfois davantage que des incitants financiers ou des réglementations.

En outre, la recherche CosyFood a montré que l'utilisation d'outils de réflexion couplés à des collectes de données relativement simples, permet de dresser rapidement un diagnostic de la durabilité d'un projet ou d'un territoire alimentaire et de déceler les pistes d'amélioration et des voies d'actions prioritaires très concrètes et ciblées. Tout en générant des échanges et de l'interconnaissance.

**Et donc : créer des conseils consultatifs locaux pour « nourrir » la politique alimentaire régionale**

Afin d'ouvrir une voie peu explorée pour l'amélioration de la durabilité du système alimentaire régional bruxellois, nous proposons la création de conseils alimentaires au sein de chaque commune bruxelloise. Chaque commune serait invitée à créer un espace de discussion et d'échange sur l'enjeu de la durabilité de l'alimentation, et de le gérer à partir des enjeux et des problématiques propres à son contexte (logements, habitat, types de publics, types d'acteurs de l'alimentation, etc.). **L'ensemble des acteurs**

**de l'alimentation (pas seulement durables, au contraire) seraient invités à y participer :** supermarchés, marchés, producteurs, transformateurs, épiceries locales, épiceries sociales, GASAP ou autres groupements de consommateurs, citoyens motivés, autres groupes communaux intéressés, acteurs de la restauration collective (cantines scolaires, crèches ou restaurants d'entreprise), etc.

Les **objectifs** de ces conseils consultatifs locaux seraient avant tout de :

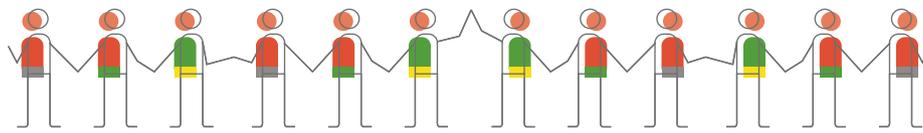
- | Produire des diagnostics éclairés pour chaque commune en termes de durabilité (enjeux, besoins, manques en termes d'offre, etc.), accompagner des propositions politiques concrètes permettant éventuellement à la Région d'adapter et de cibler sa stratégie alimentaire en conséquence ;
- | Faire remonter les réalités sous un angle plus territorial ;
- | Générer des réflexions, des échanges et des débats sur la durabilité de la commune en termes d'alimentation, vecteurs d'apprentissages et de transformations pour les projets et les personnes ;
- | Identifier des pistes d'actions et d'amélioration chez chaque acteur intéressé ;
- | De générer des échanges et de l'interconnaissance entre acteurs, de repérer des complémentarités et des synergies potentielles, le cas échéant des collaborations davantage que de la compétition ;
- | Mais aussi de faire percoler davantage les ambitions de la stratégie Good Food et les opportunités qu'elle peut offrir et susciter des interactions vertueuses entre les niveaux de pouvoir ;
- | -Inversement, nourrir la stratégie Good Food, par exemple via son conseil consultatif, à partir des résultats découlant des objectifs de ces conseils alimentaires.



La **concrétisation** de cette proposition passerait, entre autres, par :

- | La création immédiate d'un facilitateur communal de l'alimentation dans chaque commune (et à termes un échevin à l'alimentation ?), qui mobilisera notamment des outils d'intelligence collective dans la conduite de sa mission. La stratégie Good Food pourrait jouer un rôle d'impulsion à ce niveau.
- | L'utilisation du référentiel CosyFood comme base/objet de discussion et l'outil d'évaluation qui en découle comme outil de diagnostic ;
- | La mobilisation d'un budget au sein de chaque commune bruxelloise. Un financement via la stratégie Good Food serait une possibilité.





## PROPOSITION

# 10

# CRÉER UNE FÉDÉRATION DES FILIÈRES DE DISTRIBUTION ALIMENTAIRES ALTERNATIVES ET DURABLES

Le nombre d'initiatives de distribution alimentaire alternative (hors grande distribution classique) ne cesse de croître au sein du territoire bruxellois. La taille réduite de leurs activités ainsi que la diversité de leurs pratiques ont pour effet de les limiter à un marché de niche orienté vers une compétition interne (« je suis plus durable que toi ») produisant au final un impact - économique, social, écologique et politique - limité et non coordonné. Actuellement désuni, à la fois face aux acteurs économiques dominants et face aux autorités publiques, ce secteur de niche gagnerait à unir ses forces au sein d'une fédération capable de défendre les valeurs et les intérêts communs de ses membres tout en préservant la reconnaissance de leur grande diversité.

### **Contexte : compétition de niche et absence de représentation coordonnée**

Aujourd'hui à Bruxelles, les acteurs alternatifs de distribution alimentaire<sup>23</sup>, qui vantent leur plus grande durabilité, ne disposent pas d'outil commun leur permettant de (faire) reconnaître

leur identité en tant que secteur et de porter ensemble des revendications politiques. Le RABAD<sup>24</sup> - le réseau des acteurs bruxellois de l'alimentation durable - est le seul organe potentiellement rassembleur mais il ne joue aucun rôle politique (représentation du secteur auprès des

23 Il faut comprendre: épicerie bios de quartier (Sequoia, Bio Shanti, etc.); groupements d'achats; GASAP; Ruches qui dit oui!, supermarchés coopératifs comme BEES Coop; Fårm; transformateurs ou restaurateurs alternatifs (récup, zéro déchets, local), distributeurs de paniers, membres du RABAD, etc.

24 [www.rabad.be](http://www.rabad.be)



acteurs publics, objectivation de la plus-value et de l'impact de ses membres, etc.). Les alternatives se font compétition, passant parfois plus de temps à (se) convaincre qu'elles sont plus durables ou plus alternatives que leur voisin plutôt qu'à reconnaître leurs convergences et à faire front commun face au 'système' qu'elles prétendent pourtant combattre.

### **Et pourtant : des valeurs et des pratiques communes, des intérêts et des défis communs**

En travaillant avec trois acteurs reconnus mais particulièrement différents au sein du secteur de l'alimentation alternative et durable bruxellois – le Réseau des Gasap, Färm, La Ruche-La Vivrière –, la recherche CosyFood a cependant mis en évidence combien les acteurs de la distribution alimentaire alternative à Bruxelles partagent un ensemble de valeurs et de pratiques, orientant leurs projets vers plus de durabilité et de résilience pour le système alimentaire régional et pour leurs propres projets. En filigrane, ce sont des intérêts et des défis communs qui en résultent.

La co-construction d'un référentiel commun de durabilité – pouvant faire office de *vision* – a montré combien ce secteur est porteur d'un projet global. Cette vision de durabilité partagée, tout en reprenant des grands principes fondamentaux (Équité, Solidarité, Travail digne, Viabilité économique, Démocratie participative, Régénération de l'environnement) a permis de mettre en évidence une communauté de *pratiques*, rassemblée autour de « ce que nous devrions faire et mettre en œuvre, en tant qu'acteur de distribution alimentaire, pour atteindre ces objectifs ». Ces pratiques vont bien au-delà de la récupération de façade de ces valeurs par les acteurs dominants et certains acteurs publics, pensant que l'affaire sera réglée en augmentant la quantité de produits locaux et bio dans les rayons des supermarchés.

Au sein de ce secteur, la vision est plus complexe que cela. Si tous œuvrent à une relocalisation de leurs approvisionnements, cela va de pair avec des échanges dont les termes doivent également être redéfinis (comment et par qui sont fixés les prix? Quels engagements mutuels entre les acteurs de la chaîne de distribution?). Cela va de

pair avec des actions concrètes de sensibilisation des consommateurs. Cela va de pair avec des canaux concrets de reconnexion entre agriculture et ville, entre production et consommation. Cela va de pair avec des exigences claires en matière de condition de travail. Cela va de pair avec des exigences claires sur les méthodes de production. La reconnaissance de ces exigences et de leur interdépendance, et leur formalisation, permet de différencier plus clairement le secteur alternatif des acteurs conventionnels.

Enfin, la recherche CosyFood, par le biais d'une large évaluation des filières alternatives partenaires, a permis de déceler des réussites et des problèmes convergents : fragilités économiques des acteurs impliqués, force de mobilisation citoyenne, sensibilisation des consommateurs, démocratisation des filières, etc. À problèmes communs, solutions et demandes communes ; à réussites communes, représentation et communication communes.

### **Et donc : se rassembler et se fédérer, porter une voix commune**

Compte-tenu du contexte de compétition au sein de la niche, couplé paradoxalement à la nécessité d'enclencher une transition plus rapide du système alimentaire régional, et compte-tenu des apprentissages permis par les résultats de la recherche CosyFood, **nous proposons que les acteurs alternatifs bruxellois de distribution alimentaire se réunissent et se fédèrent au sein d'une coupole qui puisse défendre leurs intérêts communs face aux acteurs économiques dominants et porter des revendications coordonnées vis-à-vis des pouvoirs publics.** Il s'agit d'une alliance qui devrait jouer le rôle de lobby et de porte-parole.

Plus concrètement, les actions de construction de cette fédération pourraient être les suivantes :

| Au sein du RABAD, les partenaires du projet – Färm, Réseau des Gasap, La Ruche-La Vivrière – devraient proposer ce saut dans le « faire ensemble » et donner l'impulsion à ce rassemblement stratégique ;



- | Le premier objectif de ce rassemblement fédérateur serait la prise en main de la définition de l'alimentation durable et alternative. Afin d'intégrer des éléments de différenciation du secteur aujourd'hui non pris en compte, le référentiel CosyFood, par sa nature exhaustive, pourra servir de base à cette définition ou charte commune, première pierre de toute fédération.
  - | Cette charte - centrée sur les pratiques des distributeurs alternatifs et non conventionnels - devrait permettre une représentation du secteur au sein des organes décisionnels existants (Good Food, conseil consultatif, etc.) au sein desquels chacun est aujourd'hui invités à titre « individuel » ;
  - | Des liens avec Agroecology in Action<sup>25</sup> devraient être posés : cette dernière joue un rôle de plaidoyer politique mais sans attention particulière aux acteurs (économiques) de distribution et à leur contexte d'action ;
  - | Le guichet « Alimentation durable » de l'Union des Classes Moyennes (UCM) apparaît également comme un vivier pertinent d'acteurs partageant la nécessité d'être défendus ;
  - | Une fois les acteurs rassemblés, une liste de priorités et de revendications devrait pouvoir être formulée, autour des besoins et des défis de ces acteurs, et un plan d'action défini pour influencer sur les acteurs publics.
- Avec pour missions et objectifs au final :
- | Construire un secteur se reconnaissant comme tel, avec ses intérêts communs mais aussi sa diversité ;
  - | Défendre les intérêts de ce secteur, face aux acteurs dominants et aux pouvoirs publics ;
  - | Augmenter l'impact des alternatives de distribution alimentaire ou à tout le moins le rendre davantage visible.

---

25 [www.agroecologyinaction.be](http://www.agroecologyinaction.be)

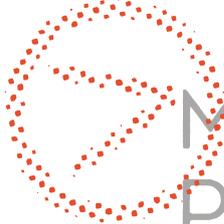


ECHANGE  
CO CREATE



## PROPOSITION

# 11



## METTRE EN PLACE UN SERVICE POLITIQUE TRANSVERSAL DE L'ALIMENTATION CAPABLE DE MOBILISER LES DIFFÉRENTES COMPÉTENCES CONCERNÉES, AU NIVEAU RÉGIONAL

> PAR LES 6 PROJETS COCREATE<sup>26</sup> :  
CHoud'BRUXELLES, COSYFOOD, FALCOOP, SOLENPRIM, SPINCOOP, ULTRA TREE ∞

L'alimentation se trouve à l'interface de nombreuses compétences : social, santé, économie, environnement, agriculture, recherche, éducation, culture, mobilité... non coordonnées et réparties entre les différents niveaux de pouvoir (fédéral, communautaire, provincial, régional, communal). Il serait nécessaire de pouvoir mobiliser et impliquer ces différentes compétences pour élaborer, en matière d'alimentation, des stratégies politiques et programmes d'actions coordonnés, cohérents, basés sur une vision globale et systémique.

Le dialogue et la coordination de ces compétences seraient également nécessaires pour pouvoir **mieux soutenir les projets en alimentation qui poursuivent différents objectifs**. Par exemple, les projets hybrides d'agriculture urbaine qui visent à la fois à produire des aliments mais aussi, selon les projets, à sensibiliser, accueillir, (ré-)intégrer, éduquer, ...

26 Cette proposition s'appuie sur les constats des 6 projets de recherche-action participative menés durant 3 ans (2015-2018) sur les questions de systèmes alimentaires justes et durables. Tous ont évoqué des difficultés liées au manque de transversalité des politiques menées. Elle n'a d'autre prétention que de lancer et de soutenir le débat sur cette question fréquemment débattue.



## DÉVELOPPER UN SERVICE HORIZONTAL ET PARTICIPATIF !

Il s'agit donc de mettre en place, au niveau régional, un **service politique transversal en alimentation** qui mobilise les différentes compétences concernées. L'idée n'est pas de créer un nouveau ministère ou de transformer un ministère existant – par exemple, celui de l'agriculture - en ministère de l'alimentation, ce qui présenterait le risque de désengager les différentes compétences au lieu de les engager davantage, mais bien de développer un service transversal, horizontal.

Ce service serait horizontal et participatif. Il serait conçu et organisé pour faciliter la collaboration entre toutes les compétences régionales concernées : espaces, secrétariat, méthodes et outils de travail, ... Il serait placé sous la tutelle du Ministre-président pour assurer la transversalité et se doter d'un mode de gouvernance garantissant des décisions prises réellement transversalement et portées par l'ensemble des ministres et administrations concernés.

Ses missions principales seraient de : **développer des stratégies et programmes d'action transversaux en alimentation** avec pour objectif de mettre en place un système alimentaire bruxellois juste et durable ; évaluer les mesures prises par les différentes compétences en matière d'alimentation avec pour objectif de vérifier que ces mesures contribuent effectivement à la mise en place d'un système alimentaire juste et durable ; **représenter les compétences régionales** pour la coordination avec les autres niveaux de compétence des questions concernant l'alimentation ; prendre l'initiative d'organiser le dialogue et la concertation avec ces autres niveaux de pouvoir ; **accueillir le Conseil Participatif**

**Alimentaire régional** où toutes les parties prenantes du système alimentaire bruxellois sont invitées au dialogue et à la formulation d'avis, de propositions, d'évaluations... Ce conseil pourrait s'inspirer des évaluations réalisées sur la composition, le fonctionnement, les travaux du Conseil Consultatif de la Stratégie Good Food ; enfin, **soutenir et faciliter les projets en matière d'alimentation, au niveau financier, pratique et méthodologique**, par, entre autres, la mise en réseau des projets, l'orientation vers des outils facilitateurs, la coordination et la simplification administrative et financière, notamment au niveau de la communication de données (reporting) si un projet est financé par différentes compétences régionales.

Soutien aux projets : **il s'agit de soutien financier, mais également de soutien pratique et méthodologique**. Par exemple, les projets peuvent être mis en réseau les uns avec les autres, être orientés vers des outils facilitateurs, ... Une meilleure coordination des compétences permettra également des simplifications administratives. Par exemple, un seul rapport global pourra être remis pour justifier les différents subsides octroyés complémentirement à un même projet.

Cette structure disposerait d'un budget propre pour financer des projets transversaux, mais offrirait également la possibilité de coordonner des projets en alimentation qui seraient financés par plus d'une compétence. Elle évaluerait les politiques, programmes et mesures prises en matière d'alimentation ; évaluerait enfin, en continu, la durabilité et l'équité du système alimentaire bruxellois.



**LES 22, 23 ET 24 OCTOBRE 2018, LE FORUM CO CREATE A PERMIS AUX PROJETS 2015-2018 DE PRÉSENTER LEURS RÉSULTATS DE RECHERCHE ET LES PROPOSITIONS QUI FONT L'OBJET DE CETTE PUBLICATION.**



 La vidéo du Forum

<https://vimeo.com/310090626>

Pour accéder aux résultats et outils produits par les projets, rendez-vous sur le site de l'action Co Create :

 [Projet Choud'Bruxelles](http://www.cocreate.brussels/-Choud-Bruxelles)

<http://www.cocreate.brussels/-Choud-Bruxelles>

 [Projet Cosyfood](http://www.cocreate.brussels/-CosyFood)

<http://www.cocreate.brussels/-CosyFood>

 [Projet Falcoop](http://www.cocreate.brussels/-Falcoop)

<http://www.cocreate.brussels/-Falcoop>

 [Projet Ultra Tree](http://www.cocreate.brussels/-UltraTree)

[http://www.cocreate.brussels/-UltraTree-](http://www.cocreate.brussels/-UltraTree)

 [Projet Solenprim](http://www.cocreate.brussels/-Solenprim)

[http://www.cocreate.brussels/-Solenprim-](http://www.cocreate.brussels/-Solenprim)

 [Projet SpinCoop](http://www.cocreate.brussels/-SPINCOOP)

[http://www.cocreate.brussels/-SPINCOOP-](http://www.cocreate.brussels/-SPINCOOP)



# LES PARTICIPANT(E)S AUX JOURNÉES DES 22 ET 23 OCTOBRE 2018

Les 22 et 23 octobre 2018, des acteurs de différents horizons se sont réunis, à l'invitation des projets Co Create, pour échanger au sujet de leurs résultats de recherche, nourrir leurs réflexions et l'élaboration des propositions présentées dans cette publication.

## COORDINATEURS/TRICES DES PROJETS CO CREATE 2015

- > Catherine **Closson** – FALCOOP
- > Corentin **Dayez** – ULTRA TREE
- > François **Lohest** – COSYFOOD
- > Alexis **Nsamzinshuti** – CHOUD'BRUXELLES
- > Noémie **Maughan** et Nathalie **Pipart** – SPINCOOP
- > Catherine **Rousseau** – SOLENPRIM

## PARTICIPANT(E)S DU CENTRE D'APPUI À L'ACTION CO CREATE

- > Isabelle **Bayart**, COORDINATRICE
- > Laure **Derenne**, ACCOMPAGNATRICE DE PROJETS
- > Audrey **Vankeerberghen**, ACCOMPAGNATRICE DE PROJETS

## PARTICIPANTE EN TANT QU'OBSERVATRICE ET AUTEURE DE CETTE PUBLICATION

- > Stéphanie **Devlésaver** – CONSEIL BRUXELLOIS DE COORDINATION SOCIOPOLITIQUE, ASBL

## ACCOMPAGNEMENT ET FACILITATION

- > Amaury **Ghijsselings** – COLLECTIF LA VOLTE
- > Barbara **Van Dyck** – SUSSEX UNIVERSITY



## PARTICIPANT(E)S À UNE OU PLUSIEURS DES TABLES DE DISCUSSION AYANT EU LIEU LES 22 ET 23 OCTOBRE 2018

ACHTEN	Wouter	ULB
ANCIAUX	Geoffroy	Ultra Tree
AUDOARD	Céline	Maison Medicale Neptune
BAKKALI	Houssine	Coop IT Easy
BAULER	Tom	ULB - IGEAT
BINI	Caroline	Groupe One
BOUSSOUIRA	Hafid	BEES coop
CLOSSON	Catherine	CEESE-ULB
CORNELIS	Evy	Cellule Agriculture SPRB
D'IETEREN	Emmanuel	Facilitateur Agriculture urbaine / Groupe One
DARTEVELLE	Gaetan	Greenloop
DE BRABANDERE	Léna	Green SURF
DE BRABANDERE	Isabelle	DDH
DE BROUX	Charlotte	Bruxelles Mobilité
DE ZUTTERE	Catherine	ERU partenaire FAU
LAMBERT	Déborah	VUB
DELESPESE	Florian	Choud'Bruxelles
DEMOUSTIER	Julian	EcoRes
DENNEMONT	Laurent	refresh-xl asbl
DENYS	Margaux	SPINCOOP (CEESE-ULB)
DEPREZ	Aurélien	Les Paniers d'Auré
DEVOOGHT	Robin	Fondation Roi Baudouin
DEVRIES	Renaud	DEVENIRS ASBL
DI CALOGERO	Tania	Observatoire de la Santé du Hainaut
ENGLEBERT	christine	MVB
ERRERA	David	Spin Coop
FOSSION	Jamie Lee	BEES COOP / Maison Médicale
FRONVILLE	sabine	resto du coeur de saint-gilles
ANNICCHIARICO	Gabriele	Graines de paysans / Début des Haricots
GALLEZ	Théodore	Open Foor Network
GALLEZ	Zoé	Terre-en-vue
GALLIOT	Astrid	refresh
GHIJSELINGS	Amaury	
GLOAGUEN	Swen	Commune Racine asbl
GRISAR	Brigitte	FdSS
HENRION	Joséphine	Bruxelles Environnement



HERMESSE	Julie	UCL
HOLZEMER	Laurence	CEESE-Université Libre de Bruxelles
HOTYAT	Lara	Service public de Wallonie
KENNES	Sébastien	Rencontre des Continents - Agroecology In Action
LAGASSE	Elisabeth	UCL
LATIN	Camille	Réseau des Gasaps
LODHI	Afshan	les amis d'Aladdin
MATOS DA SILVA	Delphine	Question Santé asbl
MEERSSEMAN	Isadora	Farm.coop SCRL
MÉLODY	Nenzi	Les Amis d'Aladdin
MINNE	Julie	La Ruche
NOTHOMB	Christophe	Réseau des GASAP
RASSART	Jérôme	Credal
RENS	Samantha	Bouillon de Cultures
RICAILLE	Nathalie	Espace Environnement
ROSENZWEIG	Matthias	Fédération des Services Sociaux
SEGERS	Carole	Maison Verte et Bleue
SERRÉ	Alexia	FdSS - Solenprim
SOLVYNS	Sabine	Cellule agriculture - SPRB
STEURS	Marie-Hélène	Commune d'Anderlecht
SUREAU	Solène	IGEAT/ULB
THOELEN	Bart	Steunpunt Korte Keten
TSURUKAWA	Nicolas	ULg Gembloux Agro Bio Tech
URBAIN	Nathalie	AC Etterbeek
VAN BAMBEKE	Joelle	Bruxelles Environnement
VAN DEN ABEELE	Nathalie	La Grange en Ville
VAN MOL	Joris	ULB Igeat - Cosyfood
VAN WYNSBERGHE	Bart	BEES Coop - Choud'Bruxelles
VERITER	Jérôme	GAL Culturalité en Hesbaye Brabançonne
VÉROONE	Baptiste	UCL
VIGNERON	Sabine	Espace Environnement asbl
VISSER	Marjolein	ULB, Laboratoire d'agro écologie
VLAMINCK	Nicolas	Cycle Farm
WINANDY	Stéphane	DiversiFerm



## REMERCIEMENTS

Le Centre d'Appui pour l'Action Co Create et les projets Co Create 2015-2018 remercient chaleureusement les participant(e)s venu(e)s partager et enrichir les résultats de leurs recherches à l'occasion des journées du 22 et 23 octobre 2018. Merci également à Amaury Ghijssels et Barbara Van Dyck pour avoir apporté une vision transversale et facilité l'émergence des propositions qui font l'objet de cette publication.

Merci à Stéphanie Devlésaver, du Conseil Bruxellois de Coordination Sociopolitique, d'avoir posé un regard affûté sur ces journées et pour le retour qu'elle en a livré.

Merci à Innoviris qui finance l'ensemble de l'action Co Create et a permis la réalisation du Forum Co Create, le 24 octobre 2018. Nous remercions particulièrement Xavier Hulhoven, responsable de l'action Co Create.

Merci également à nos partenaires logistiques : Factory Forty, Les ateliers des Tanneurs, ainsi qu'aux vidéastes de Knock Knock Production et au photographe Frédéric Pauwels.

Photos : © [Frédéric Pauwels](#)